

plus

la presse

MONTREAL, LE SAMEDI 22 JUIN 1985

CAHIER SPECIAL

L'HEURE
DES
CHOIX

AFRIQUE

La croisée des chemins

L'Afrique est à la croisée des chemins. La sécheresse qui afflige la moitié des pays africains depuis trois ans masque les problèmes de fond. Et ce n'est pas la pluie qui amènera la prospérité tant attendue! Le bilan alimentaire trahit une réalité qu'on peut de moins en moins cacher.

L'Afrique a reçu depuis vingt ans une aide toujours croissante si bien que ce continent accapare maintenant plus de la moitié de l'ensemble de l'aide alimentaire dirigée vers le tiers monde.

L'agriculture a été le parent pauvre de l'aide occidentale en Afrique, dira le président de la FAO, Edouard Saouma, au cours d'une entrevue qu'il accordait à notre collaborateur Jean Lapierre et que nous publions en début de cahier.

Mais comment sortir du cycle infernal de l'aide internationale pour s'engager résolument sur la voie du développement?

C'est à cette question que dix-sept étudiants des écoles de journalisme de Dakar (Sénégal) et Yaoundé (Cameroun) apportent des éléments de réponse en collaborant à ce cahier spécial.

Avec leurs confrères de radio et télévision, ils viennent de compléter chez nous un stage «in cursu» de six semaines dans le cadre d'un programme mis sur pied par l'ACDI (Agence canadienne de développement international) et géré par l'Institut international de la communication de Montréal.

Mais leur séjour chez nous n'est pas à sens unique: tout en cherchant à comprendre ce monde nord-américain qui est le nôtre, ils nous donnent l'occasion par ce cahier de découvrir à travers eux un peu de cette mosaïque africaine si mal connue ici.



photo FAO

« On traite le problème de l'Afrique à la petite semaine »

—Édouard Saouma,
directeur général de la FAO

Monsieur le Directeur général, l'Afrique agonise. Comment se fait-il que, malgré les efforts, nous en soyons encore là après plus de deux décennies d'aide au développement ?



Jean Lapierre

SAOUMA — C'est vrai. L'Afrique a reçu depuis deux décennies une aide alimentaire toujours croissante. Le continent «accapare» aujourd'hui plus de la moitié de l'ensemble de l'aide alimentaire dirigée vers le tiers monde. Je ne sais pas cependant si cette aide a stimulé la production vivrière car elle peut aussi être pernicieuse comme on le sait. On n'a jamais vraiment fourni d'intrants agricoles. Et il serait intéressant de comparer les quantités de blé envoyées aux fertilisants et autres produits pour aider l'agriculture. C'était plus commode de se débarrasser du blé qu'on avait en trop, d'autant plus que cela avait un effet sur les prix mondiaux des céréales! Puis, il y a eu des projets qui ont été des catastrophes financières. Des éléphants

Page couverture

Des femmes réussissent à faire pousser quelques légumes en plein désert. Elles transportent l'eau sur de longues distances, à partir des rares points d'eau qui subsistent.

—photo FAO

L'Afrique, aujourd'hui, mange moins qu'il y a quinze ans. L'heure n'est plus à l'amélioration de la production alimentaire mais à la consolidation de l'état désastreux actuel. En fait, tout un continent agonise lentement sous nos yeux avec, à son chevet, toute une communauté internationale excitée et préoccupée qui multiplie les opérations d'aide tambours battants.

L'exercice se révèle désespérant au terme de plusieurs années d'aide internationale au développement. Notre aide est plus nécessaire aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Les conceptions et les schémas de développement, calqués sur l'Occident, n'ont pas eu raison du sous-développement chronique. La fiche de l'Afrique est-elle meilleure qu'avant la période des indépendances? Les avis peuvent se partager aux plans structurel et économique mais le bilan alimentaire trahit bien une réalité qu'on peut de moins en moins cacher.

La sécheresse qui afflige la moitié des pays africains depuis trois ans maintenant cache les problèmes de fond car, détrom-

pons-nous, ce n'est pas la pluie qui amènera la prospérité tant attendue!

Les cours des matières premières qui habitent le sous-sol africain se maintiennent au plus bas, la facture des importations alimentaires monte en flèche, les intérêts sur la dette crévent les budgets nationaux les plus prometteurs. Jamais peut-être, même aux pires moments du colonialisme, la situation générale n'a paru si inquiétante et désespérée selon certains. Edouard Saouma, le Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) évoque même le cul-de-sac possible au cours de l'entrevue qui suit.

L'Afrique agonise. Pourquoi? Quelles sont les avenues de solution? Doit-on continuellement supposer la dépense de sommes énormes implorées par certains, décriées par d'autres au nom d'un type de développement différencié du tiers monde? Comment sortir du cycle infernal de l'aide alimentaire pour s'engager dans la voie d'un développement qui marquerait l'amélioration d'un destin et d'un avenir aujourd'hui bien sombres?

blancs. On a construit des hôtels qui ont coûté la moitié du budget de certains États, des usines d'engrais, des raffineries aussi... Et, je crois que, maintenant, les pays donateurs reconnaissent qu'ils ont beaucoup de ces projets ont absorbé une trop grande partie de l'aide. L'agriculture a été le parent pauvre de l'aide occidentale en Afrique.

Un gouffre sans fin

Vous déclariez récemment que l'on pourra véritablement parler d'aide alimentaire le jour où, pour chaque sac de farine, les pays riches enverront aussi un sac de semences et les sommes destinées au transport de ces produits dans les pays en développement. Il faut, pour la F.A.O., briser la dépendance créée par l'aide alimentaire?

Je suis effaré par l'augmentation sans cesse croissante de l'aide alimentaire en Afrique. Jusqu'où va-t-on aller?

La tendance est à la croissance et déjà cette aide alimentaire pour l'Afrique, qui ne fait que 540 millions d'habitants, crée un risque pour les autres régions du monde qui ont aussi besoin d'aide et qui ont commencé à souffrir du manque de ressources, du manque de produits alimentaires. Il y a des guerres civiles, des réfugiés, des cyclones et je puis vous dire que nous avons manqué de certaines denrées l'an dernier pour leur venir en aide. Le blé, il y en a beaucoup... mais du riz... même du sucre... — voyez, le prix du sucre est à 2 cents et demi la livre sur le marché mondial alors que le minimum du minimum du coût de production est de 12 cents — alors, même du sucre, il n'y en a pas!

Est-ce que cela ne veut pas dire que, malgré une amélioration qualitative du geste de l'aide alimentaire, les pays donateurs ne voient pas encore l'aide de la même façon qu'il y a trente ans?

En fait, on donne ce qui coûte le moins cher. Parce que le reste, il faut l'acheter. Il faut que les pays donateurs y mettent du «cash». Alors, tout les pays veulent montrer par des chiffres, et c'est normal, qu'ils donnent telle part de leur Produit national brut pour l'aide au développement. Mais le problème n'est pas là.

Mon propos s'adresse aux pays donateurs. Et je leur dis: «Écoutez, c'est un gouffre sans fin cette aide alimentaire à l'Afrique si elle n'est pas couplée ou appuyée par un autre type d'aide. Il ne faut pas seulement aider à remplir les ventres mais aider pour produire... pour gagner sa dignité et pour que l'aide diminue ou cesse.» Et, dans la déclaration du Sommet de Bonn, j'ai trouvé un passage qui parle de l'aide pour le tiers monde et l'Afrique et qui aborde pour la première fois la question des intrants agricoles des engrais, etc... Selon vous, c'est la première

fois qu'on aborde ainsi l'aide au développement?

Oui. Il y a là les pays les plus industrialisés qui le disent et moi, je vais les citer à l'avenir dans mes propos. Je vais dire: «Messieurs, vous avez reconnu au Sommet qu'il fallait aider ces pays-là à produire en leur fournissant les moyens de production.» Là aussi, ça peut être un gouffre sans fin, les moyens de production, parce que, si on doit fournir à l'Afrique ses besoins en engrais chaque année... (rires) ... on n'en sort pas! L'Afrique doit aussi produire ses semences. Mais c'est dire que, pour moi, l'aide a été surtout massive en aliments et il n'y a pas jusqu'à présent une aide bien organisée et aussi importante pour leur fournir les moyens de production. Et même pour les non-spécialistes, on peut expliquer très facilement que l'Afrique qui consomme 8 kg. d'engrais par hectare ne peut pas avoir une production de maïs ou de sorgho aussi élevée que des pays qui consomment 110 kg. comme en Europe. Il y a une relation très très étroite entre la quantité d'engrais consommée par hectare et la production par hectare de céréales. C'est indéniable. C'est scientifique. Puis, quand on sème, sur 100 grains, il faut qu'il y en ait 90 qui germent. Il faut agir là aussi, il faut irriguer. Et puis, il y a tous ces insectes qui viennent dévorer les plants. En Europe et partout, on les traite. Là-bas, on n'a pas les produits insecticides. Mais tout cela n'est pas automatique, la situation est encore plus complexe, il faut du crédit, etc... La F.A.O. dit aux pays qui veulent vraiment aider l'Afrique: «Il ne faut pas seulement aider les Africains à être nourris, à ne pas être malades, à ne pas mourir jeunes, c'est un aspect très important, mais il faut les aider à produire et à se passer de

Les pays africains doivent accorder priorité à la culture vivrière

une aide, je dirais, plus désintéressée?

Vous avez parfaitement raison. Vous savez, cette aide pourrait... (rires) ... dans un certain sens aller à l'encontre des intérêts des pays qui ont des surplus de céréales et qui les envoient en Afrique parce que, il ne faut pas l'oublier, les Africains paient aussi. Tout n'est pas gratuit. C'est une combinaison. On leur donne une certaine quantité gratuite mais on leur vend une autre quantité. Et si jamais ces pays devenaient autosuffisants ou certains d'entre eux n'avaient plus besoin d'importer des céréales, évidemment, ça dérangerait le marché mondial des céréales.

Les pays donateurs ont déjà, par le passé, fourni des pompes, des engrais, construit des projets d'irrigation. Ce ne sera pas la première fois que la Communauté internationale fera le pari d'investir dans ce qui peut aider l'Afrique à produire. Quelle est la diffé-

rence entre le projet que vous formulez quand vous parlez de «réhabilitation de l'agriculture africaine» — parce que c'est le titre officiel des idées que vous venez d'évoquer — et le genre d'aide clairsemée que les pays donateurs font depuis 20 ans?

Oui, il y en a eu, vous avez raison. Le Canada par exemple a aidé dans le domaine de l'irrigation en Zambie. Mais d'abord, je dis que ce n'est pas assez et qu'il n'y a pas eu, à ma connaissance, un effort soutenu de la part des pays donateurs et des pays bénéficiaires pour augmenter la production vivrière. Jusqu'à il y a encore 10 ans, c'étaient les cultures de rente qui intéressaient les uns et les autres. Et on a solutionné le problème des cultures vivrières en envoyant davantage de sacs de blé. Vous savez il n'y a que 3 pour cent seulement de terres irriguées en Afrique. Regardez les Ministères ou les Départements d'irrigation en Afrique: ils sont squelettiques. Il y a très peu de techniciens. L'irrigation n'est pas développée ou on a fait de grands projets qui ont été souvent des demi-échec. Et il y a des projets en cours qui risquent justement de pomper beaucoup d'argent. Je parle par exemple de l'aménagement du fleuve Sénégal (projet auquel le Canada participe depuis le début — NDLR) qui, sur le plan agricole, pose beaucoup de problèmes et dont le financement n'est pas du tout assuré. Et qui va coûter très cher.

En fait, il faut sortir de cette logique-là et quand vous parlez de réhabilitation agricole, c'est ce que vous cherchez. Mais vous avez un budget très modeste: une centaine de millions de dollars américains sur trois ans. Quel est votre véritable objectif?

Nous voulons encourager les pays africains à donner une plus grande priorité à la culture vivrière et leur faire comprendre qu'ils ne peuvent pas toujours compter sur l'aide alimentaire — elle a ses limites tant en quantité qu'en qualité — et qu'il faudra un jour que les zones rurales nourrissent les villes. Il faut arrêter ce mouvement d'exode rural vers les cités parce que l'Afrique va être asphyxiée par cette accélération de l'urbanisation. Des villes comme Abidjan qui comptaient 70000 habitants au moment de l'indépendance il y a 22 ans dépassent les 2 mil-

lions et demi aujourd'hui. Lagos, Dakar, Douala; toutes ces grandes villes ont vidé les campagnes. Il y a presque un manque de main-d'œuvre dans certaines régions. Alors, nous voulons dénoncer tout cela. C'est un tout. La crise est structurelle non pas seulement conjoncturelle. Cette accélération de l'urbanisation,

cette augmentation faramineuse de la démographie, cette aide alimentaire qui conduit à construire des minoteries, des boulangeries et à faire manger des baguettes de pain dans des pays où l'on ne produit pas de blé.

Vous seriez à la fête des États-Unis et non de la F.A.O.



vous! D'abord, ne les empoisonnez pas avec le blé surtout ceux qui ne peuvent pas en produire. Vous brisez les habitudes alimentaires, vous les rendez dépendants d'un produit, d'une denrée qu'ils ne peuvent pas produire. Donnez-leur des produits locaux, indigènes comme le maïs, le sorgho, le mil, le riz, oui, et beaucoup moins de blé ou pas du tout. Et, ensuite, aidez-les à produire.»

Priorité à l'agriculture

Ce que vous suggérez, c'est

LA MISSION DE LA FAO Où les pauvres peuvent se faire entendre du monde entier...

«FIAT PANIS»: cette mission que s'est assignée la FAO n'est pas prête d'être accomplie. Noble, elle l'est certes mais la profondeur des drames que vit l'Afrique ne nous permet pas de nourrir des espoirs. Les maux dont souffrent le continent sont nombreux: sécheresse, famine, taux de natalité galopant cumulé à une baisse constante des cours mondiaux des produits agricoles. 26 des 36 pays les moins avancés du monde, sont en Afrique. Par des mesures concertées, la FAO créée en 1945, tente d'apporter des solutions à ces problèmes. Depuis 1976, elle a mobilisé 4,974 milliards de dollars pour le développement de projets en Afrique. Les fonds lui proviennent de la Banque mondiale, du Fonds africain de développement entre autres. Sa source principa-

le de financement est le Programme des Nations unies pour le développement. L'intervention de la FAO dans les projets s'oriente vers l'assistance technique pour renforcer les institutions locales, soutenir la recherche et diffuser de nouvelles techniques. À travers le Programme alimentaire mondial (PAM), elle distribue des vivres aux pays victimes de la famine. L'aide d'urgence du PAM s'est accrue, passant de 51 millions de dollars en 1982 à 125 millions en 1984.

Mais qu'on ne se leurre pas, l'aide est entachée de considérations politiques. La FAO même si elle n'est pas habilitée à canaliser les choix des donateurs, reste quand même un forum où les pauvres peuvent se faire entendre du monde entier. □

MARIE ROSE CORREA



photo FAO

Agronome de formation, M Édouard Saouma, originaire du Liban, est le sixième directeur général de la FAO.

Il faut créer une sorte de plan Marshall pour l'Afrique

→ et vous auriez des milliards sous la main pour l'Afrique. Mais là vous proposez un plan bien ambifieux en regard des fonds dont vous disposez.

D'abord, on ne peut pas attendre d'avoir des milliards pour commencer. Et puis, on ne commence pas, on continue. Nous consacrons déjà, à la F.A.O., la moitié de nos budgets à des projets d'assistance technique que nous exécutons avec le concours financier du Programme des Nations unies pour le développement, la Banque mondiale et d'autres. Tous ces projets, à 99 pour cent, sont consacrés à la production vivrière. Nous ne nous intéressons pas aux cultures de café, de coton ou de cacao. Toutes nos actions visent à accroître la production vivrière, renforcer les instituts de recherche, l'enseignement agricole, les laboratoires vétérinaires, favoriser l'utilisation des engrais, et l'irrigation ou encore mobiliser des fonds pour l'investissement en association avec la Banque Africaine ou la Banque mondiale.

Alors, mois, j'ai voulu profiter de cette situation actuelle où tous les pays occidentaux considèrent l'Afrique comme un continent, comme vous le dites, à la dérive. Je leur ai dit: «Écoutez, ce n'est pas une affaire de charité l'Afrique! Il ne faut pas se contenter d'empêcher les gens de mourir mais les aider produire.»

Et le résultat?

J'ai été étonné. Enfin je ne puis pas véritablement dire que j'ai été étonné puisque je suis au centre de tout cela, mais les pays n'ont pas répondu à nos appels, à notre réunion en faveur de la réhabilitation de l'agriculture... très très peu. Pourtant, c'était purement symbolique ces 100 millions.

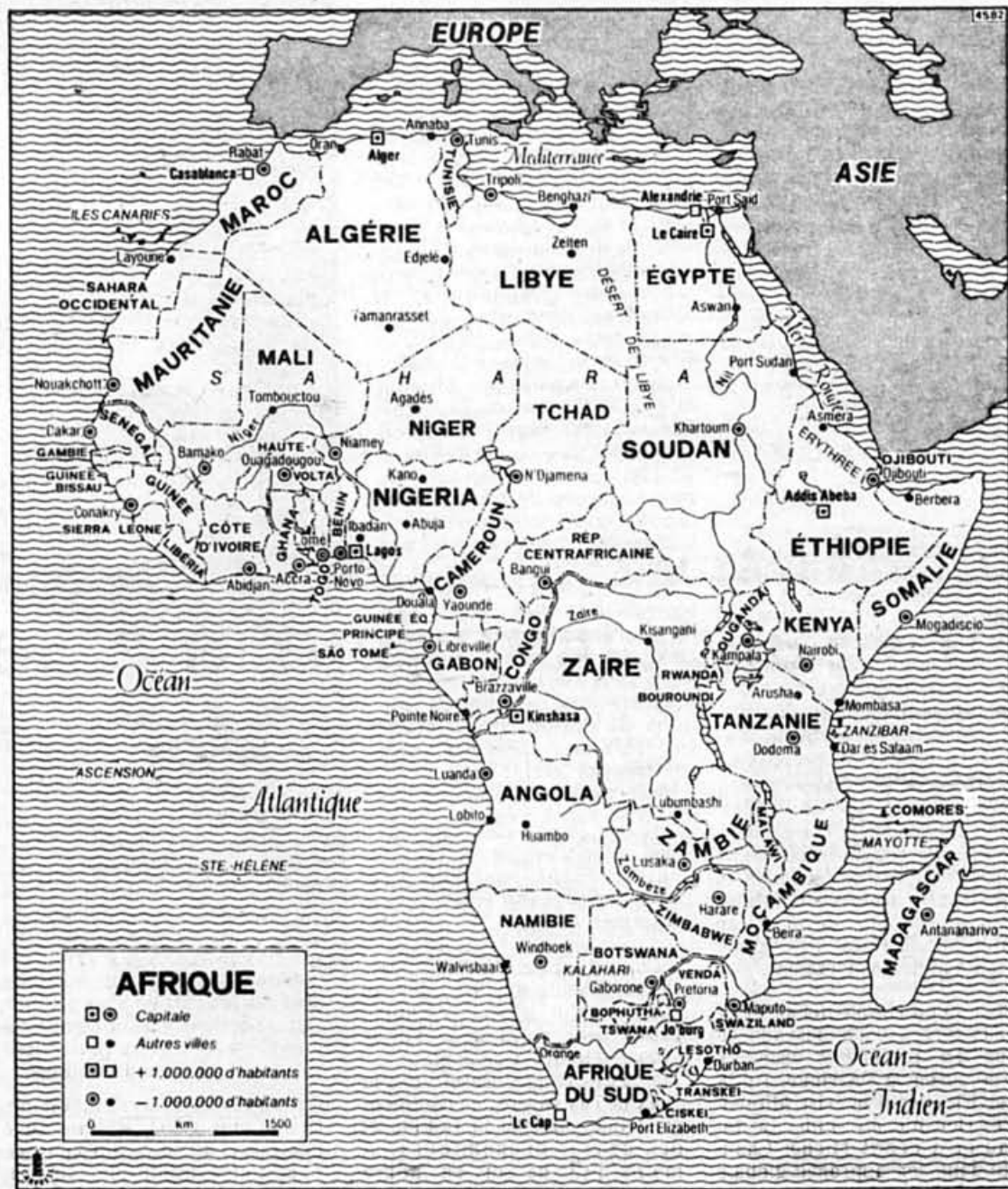
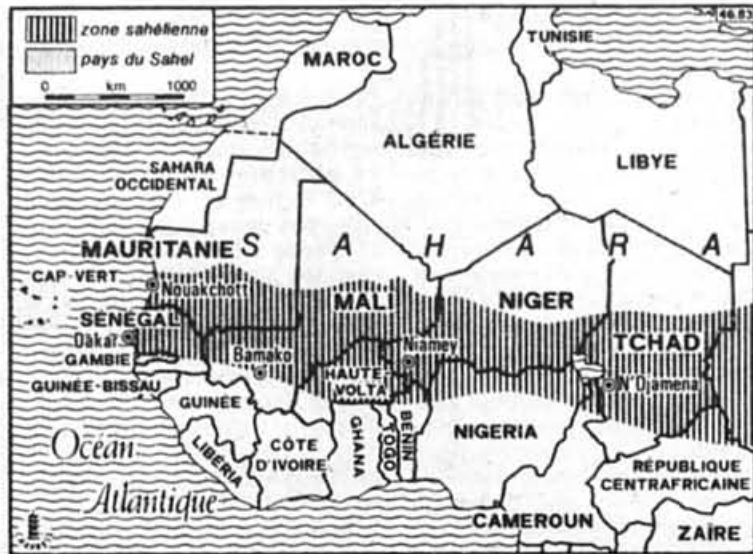
Plan Marshall pour l'Afrique

Pourtant, on a beaucoup parlé ces derniers mois dans ce sens-là à Genève, à Rome, à New York. Il semblait y avoir un consensus au niveau du discours en tout cas. Vous constatez que, pratiquement, lorsqu'on arrive à la caisse, il n'y a personne?

Oui et nous avons fait à la conférence de Genève sur la famine en Afrique (début mars 1985 — NDLR) des réunions pour chacun des 21 pays frappés par la sécheresse. Il n'y a pas eu de promesse pour le financement d'aucun de ces projets de réhabi-

litation de l'agriculture au cours de ces rencontres. Ce n'est pas de la mauvaise foi mais beaucoup de pays occidentaux font les choses directement eux-mêmes et cela prend du temps. On continue à privilégier l'aide bilatérale (de pays donateur à pays récipiendaire — NDLR). Qu'est-ce que vous voulez, c'est un fait! Moi, je propose des choses sur une base multilatérale. Et il n'y a pas de coordination de l'aide bilatérale. Ça c'est une vérité absolue!

Alors il faut faire quelque chose de plus spectaculaire pour l'Afrique: une conférence des Nations unies sur la crise économique, sociale, agricole du continent. Jusqu'à présent, on traite



le problème à la petite semaine. On a fait une réunion le 11 mars à Genève. Il y a un bureau à New York qui publie des informations. La Banque mondiale parle de créer un fonds d'urgence de deux milliards de dollars l'an dernier. Dans les faits, le fonds ne possède que 400 millions. Mais, c'est un effort. Le Conseil économique et social des Nations unies a consacré quatre jours de débats à l'Afrique l'an dernier. Ils n'ont pas pu se mettre d'accord sur un projet de résolution qui aurait constitué la conclusion de ce débat. C'est un fait. Même pas d'accord sur un texte!

L'affaire va être reprise par le même Conseil en juillet prochain pendant cinq jours. Le sommet de l'O.U.A. (Organisation des États africains) va aussi consacrer ses débats du 18 au 21 juillet à la crise africaine. Il ne manque pas d'initiatives! L'Assemblée générale des Nations unies a déjà organisé plusieurs sessions sur des sujets importants comme le désarmement, les femmes — qui n'ont rien donné! Alors quand il y va du sort de 600 millions d'hommes, je crois que c'est tout à fait justifié que l'on consacre une ou deux semaines à l'étude du malade de la tête jusqu'aux pieds.

Vous voudriez qu'on cherche une fois pour toutes à unifier le diagnostic et le choix des médicaments pour entreprendre la thérapie!

Je voudrais que le sort des Africains concerne l'humanité entière et que l'on cesse de traiter le problème à la petite semaine avec de l'aspirine par-ci par-là. Il faut qu'il y ait un fonds spécial — la conférence devrait, sinon elle n'aurait aucun sens, créer un fonds spécial d'aide à l'Afrique. C'est tout à fait justifié de faire une sorte de plan Marshall pour l'Afrique. Il faut un effort coordonné et massif. Et ce fonds spécial devrait surtout aider les Africains, dans un premier temps, à recevoir des intrants agricoles et, dans un second temps, les préparer à produire eux-mêmes une grande partie de leurs moyens de production, c'est-à-dire les engrais, les semences, les insecticides et les pesticides. Si on continue de temps en temps à parler de l'Afrique, à donner de façon non coordonnée, chaque pays à vouloir son petit drapeau, son projet... il n'y a plus d'issue.

(Propos recueillis à Rome par Jean Lapière)

Le nord du Sénégal, symbole de la désertification

Il y a quinze ans le nord du Sénégal était vert. Des centaines de rivières, marigots et lacs punctuaient le décor naturel. Un bras de fleuve très puissant déversait son trop plein sur de grandes surfaces. Aux crues succédaient des cultures de contre-saison. Que reste-t-il de cette situation presque idyllique? Rien, sinon pas beaucoup.



Mamadou Ndiaye

Depuis 1973 il n'a pas plu. C'est le début de la fameuse sécheresse. Elle persiste davantage, s'aggravant même par endroit. Par conséquent le désert s'installe, progresse souvent, galope même par moment. Bref, il voyage.

Parmi de nombreux facteurs, deux et non des moindres, expliquent le phénomène de la désertification. Pour divers besoins, l'homme sahélien a coupé les arbres sans reboiser. Plus on en coupe, moins il y a de forêts. Des milliers d'espèces ont ainsi été abattues. 43% des *Accacia nilotica* de la vallée du fleuve Sénégal ont disparu. Et puis fort curieusement, la diminution de l'espace végétal coïncide avec un accroissement du bétail sur quelques pâturages. Cette arrivée massive provoque une surcharge excessive des pâturages. Dans le souci de sauvegarder les troupeaux, les éleveurs arrachent les arbustes et mutilent les feuillages. À force d'agir inconsidérément, ils ont dégradé la végétation arborée du Sahel. Les pâturages s'appauvrissent autant que le cheptel.

Pour une superficie de 4 millions de kilomètres carrés, soit la moitié du Canada, le Sahel traverse la Mauritanie et le Sénégal à l'ouest, le Tchad et le Soudan plus au sud en passant par le Niger, le Burkina Faso et le Mali. La région se caractérise par une semi-aridité presque chronique. En témoignent les chutes de pluies qui varient entre 100 mm et 350 mm ou 350 et 600 mm selon les périodes. Ici la pluie... refuse de tomber malgré les supplices. Si c'est le cas, elle s'étale sur une courte période de deux à trois mois avec un taux élevé d'évaporation. La Mauritanie et le nord du Sénégal n'ont enregistré qu'entre zéro et 25% des pluies. Même le sud, généralement plus arrosé, accuse un net recul.



Cette barrière de palmes faite de main d'homme sert à créer des dunes artificielles qui protègent les routes et certains villages de l'invasion du désert photo-FAO

La région nord du Sénégal symbolise toute la tragédie du désert vécue dans les autres pays sahéliens. Les sols nus demeurent propices au vent qui y souffle en permanence. Il soulève des pans entiers de poussière et emporte du sable qu'il dépose çà et là tout au long de sa trajectoire. L'accumulation des grains de sable forme des dunes très mobiles sous l'effet du vent au point de dessiner des reliefs audacieux. On dirait des vagues d'une mer en furie qui échoient à

la berge. La plupart des surfaces — jadis fertiles — sont aujourd'hui impropres à la culture. Ne pouvant plus y tirer leurs moyens de subsistance les paysans les abandonnent. Les pêcheurs du fleuve rencontrent des problèmes similaires avec la baisse de l'étiage et la remontée de la langue saline sur quelques deux cent kilomètres.

Un autre fait tout aussi insolite inquiète les riverains: dans certaines parties l'eau a tellement baissé que les gens peuvent tra-

verser le fleuve à pied. Cette situation était inimaginable cinq ans plutôt entend-t-on dire avec une pointe de mélancolie. Et ce, d'autant plus que des digues étaient construites autour des villes pour les protéger des crues du fleuve. Dès lors, peut-on parler de la fin d'un rêve? Sans doute pas encore, si l'on prend en compte les barages qui vont être bientôt érigés pour accroître le débit du fleuve et rendre possibles les cultures d'irrigation.

Vent

En attendant, le désert continue d'accomplir son forfait. La couverture végétale, déjà dégradée, ne résiste plus à l'érosion et la terre s'effrite faute de plantes et d'arbres. Un vent ocre souffle fort et balaye tout sur son passage. Au début des années 60, par exemple, le vent soufflait trente fois par an sur la ville de Nouakchott (Mauritanie), alors qu'aujourd'hui il vente deux cent cinquante jours dans l'année. Dans un autre village du Sénégal cette fois, le chef avait interdit aux femmes de préparer les repas à cause de la violence du vent et de la mauvaise visibilité qui prévalait.

Les régions gagnées par le désert subissent une lente agonie. L'aridité des terres plonge nombre de paysans dans le désespoir. Le pasteur de Néré ou le pêcheur de Koyel s'interrogent sur l'avenir. Tout n'est pas compromis mais le doute s'installe.

Comme on s'en aperçoit, le phénomène de la désertification n'a pas que des causes naturelles. Il résulte aussi d'un choix

politique. Reconnaître cette évidence et l'accepter est déjà l'amorce d'une solution. Le vent pourpre qui souffle a mis à nu les erreurs des uns et des autres. Le désert, conséquence de la sécheresse, a bon dos. Les années 60 ont dévoilé toute la vanité d'un décollage économique qui fait fi de certaines réalités. Perçu comme une panacée, il a entretenu l'illusion au pouvoir au détriment d'une politique agricole conséquente. L'angélisme a prévalu, sans triompher toutefois. En Mauritanie on a misé sur le fer alors qu'au Sénégal l'arachide alimentait l'économie. Les paysans l'ont adoptée pour les rentrées de devises en minimisant au demeurant la culture du mil et du sorgho. L'arachide obéit à une culture plus extensive qu'intensive. Résultat: très gourmands, les cultivateurs étendent les surfaces par les brûlis. Des actions sont engagées pour lutter contre le désert. Il s'agit d'abord de stopper son avance par la fixation des dunes et de reboiser ensuite. Pris séparément, aucun pays, ne peut vaincre le fléau. Des regroupements tels le Conseil interministériel de lutte contre la sécheresse (CILSS) et les Pays agressés par la désertification (PAD) tentent d'harmoniser les plans de lutte contre le désert et la sécheresse.

Par ailleurs, devrait-on savoir que le climat de la Terre est global. Le Canada et les USA ont connu récemment de graves cyclones, le Bangladesh des inondations et le Sahel le désert. Toute perturbation influe sur l'ensemble. □

JOURNÉE D'ÉTUDE DE L'AQOCI

Un « saupoudrage d'interventions »

Comment conjuguer interventions d'urgence et projets de développement en Afrique? À cette simple, mais épineuse question, l'Association Québécoise des Organismes Internationaux (AQOCI) a tenté de répondre au cours d'une journée d'études tenue la semaine dernière au Centre Montfortain. Des représentants africains y étaient.

Plus qu'un simple débat, cette rencontre a été un passage en revue des problèmes cruciaux qui se posent à l'Afrique. De la désertification à la crise alimentaire, rien n'a été omis. Le tableau qu'a décrit Michel Chaurrette dans son approche globale est sombre.

Pourtant il existe bien en Afri-

que ce qu'il appellera un « saupoudrage d'interventions » d'ONG. Constat d'échec? Certainement.

Il faut donc redéfinir une action, identifier les nécessités, faire des propositions conséquentes et enfin sensibiliser et informer.

Chaque projet, estime Jean-Claude Thouin de l'IIC, devrait comporter un aspect communication pour rectifier la fausse image que les Occidentaux se font de l'Afrique. En effet, aux yeux de ces voisins, ce continent n'est que celui de la famine et des échecs économiques. À moins qu'il ne soit en même temps le petit monde des coups d'État, des guerres tribales et

des griseries révolutionnaires sans garde-fou. Contre la désinformation il faut une autre information souhaite l'Abbé Coulibaly du Mali.

Une fois sur le terrain, les ONG, indique Fabien Leboeuf, doivent « aller au concret. Sinon on contraindrait les populations à se rendre compte de leur propre impuissance ». En effet, ces individus en situation de survie sont rétifs (s'ils ne sont pas méfiants) misent sur un comportement conservateur plutôt que sur un projet plein d'inconnus.

Pour dissiper ce climat de méfiance, les ONG, estime Lise Pommerleau, doivent trouver un partenaire au-dessus de tout soupçon (des populations). Ce qui n'est pas facile car les gou-

vernements aiment trop jouer ce rôle. Aussi, Cynthia King les appelle « partenaire inévitable » dont nous nous méfions ». Beaucoup d'États aux visées non avouées ont tendance à interférer dans les actions des ONG.

Mais, le plus grand partenaire reste sans doute les bénéficiaires des projets. Aussi faut-il, selon Gaétane Gascon, faire confiance à la dynamique sociale.

Pierre Bonin, lui, met en garde contre un éventuel succès qui fera d'un seul village « une vitrine de réussite isolée » alors que la misère sévit dans d'autres.

Dans sa conclusion M. Bonin a invité ses collègues à dire clairement « ce qui a été fait et ce qui, dans l'avenir, reste à faire ». □

La région septentrionale du Sénégal connaît de sérieux problèmes écologiques. À la sécheresse qui perdure, s'ajoutent les multiples pressions de l'homme sur la nature. En effet, les populations coupent les arbres pour cuire les aliments et se chauffer. Depuis quelques années, il y a pénurie de bois; il faut faire des kilomètres avant de ramasser quelques branches. Selon les statistiques, le temps moyen pour la recherche de bois est de 250 à 350 jours par an pour une famille moyenne en Afrique. À la déforestation s'ajoute le défrichage excessif relatif à la monoculture de l'arachide et du surpâturage. Ce dernier facteur plus précisément, s'explique par la transhumance des troupeaux de dromadaires et de boeufs de la Mauritanie vers le Sénégal. Ces animaux connus pour leur voracité, ne laissent rien sur leur passage. Tous ces facteurs conjugués entraînent le phénomène de la désertification.



Marie Rose Corrêa

Cette crise n'est pas sans causer de grands préjudices au pays. En effet depuis 1973, le secteur primaire qui occupe 75% de la population, perd de sa prépondérance. L'économie du pays est gravement atteinte, l'exportation d'arachides étant sa principale source de revenus. Face au marasme, des facteurs de développement telle que l'industrie, ont été adoptés. Le plus remarquable reste la supériorité accordée à la lutte contre la désertification. Parmi les nombreux projets, ceux de Fatick et Louga au Nord du pays témoignent de la volonté des populations de se battre contre «les sables». Aussi constituent-ils des exemples probants de la coopération entre le Sénégal et les organismes internationaux, la FAO notamment.

La première réalisation de cette instance, se situe à Fatick, la 8^e région du pays. Réputée pour la canicule qui y sévit, cette ville nous accueille avec ses maisons en dur et ses cases en paille. L'asphalte fume sous les roues du véhicule. À 10 kilomètres du centre-ville, apparaît une tache de verdure avec pour toile de fond, une vaste savane desséchée. Les acacia, disposés en longues files droites, sont plantés vers le mois de juillet en saison de pluies. Mais la campagne de reboisement commence déjà en janvier par la réfection des pépinières, le remplissage des sachets, etc.

Les arbres, fouettés par un vent chaud et sec, semblent mener une lutte farouche contre la nature hostile. C'est le Projet communautaire de boisement du

AU SÉNÉGAL Une nécessité vitale: le reboisement

Pour barrer la route au désert, le Sénégal s'est lancé dans le reboisement. Des opérations tel que «Sahel vert» ont permis de planter des milliers d'arbres. Actuellement, six projets forestiers financés par l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sont initiés au Sénégal. Nous avons visité deux d'entre eux au Nord du pays...

bassin arachidier (PRECOPA), disent les responsables avec une pointe de fierté. Entamé en 1981, il vise à doter 14 communautés rurales de moyens pour effectuer du reboisement. Il comprend deux phases. D'un mon-

tant de 990 000 dollars, la première s'est achevée en 1983. Elle a vu la reforestation de 47 hectares, reconstituant ainsi les forêts de Maye Kor et de Sakhor. Mais cette phase a surtout été une session de formation

des villageois en techniques de production, d'installation de plants, d'entretien et de gardiennage. Ainsi plusieurs pépinières et chefs de chantiers ont été formés pour veiller sur les périmètres. La participation de la communauté rurale dans le projet est de 300 000 francs CFA soit 857 dollars.

En 1983, le PRECOBA ne se limite plus à Fatick; il touche les régions de Thiès et de Kaolack. La deuxième phase commencée en 1984, est une étape décisive du

projet en ce qu'elle permet de consolider les acquis de la première. Elle marquera aussi le début de l'exploitation des arbres plantés, exploitation qui sera accompagnée d'un certain nombre de précautions notamment la construction d'un fourneau spécial pour l'économie d'énergie.

Diffuser le «ban ak suuf»

Ce fourneau encore appelé foyer amélioré ne nécessite pas de grands investissements en matériaux et en outil. L'argile et la terre sont mélangées à l'eau. La pâte obtenue est façonnée à l'aide du mortier et du pilon. Une fois sec, le «ban ak suuf» permet d'économiser 20 à 35% de bois et 60% d'énergie. Il diminue les risques d'incendie et évite à la femme de baigner dans une fumée suffocante lors de la cuisson des aliments. Mais le foyer ne peut être déplacé et se brise en saison de pluies s'il n'est pas mis dans un abri. Face à tous ces problèmes, le génie de la femme a trouvé des remèdes: huile de vidange, bouse de vache, etc.

Le Projet de boisement villageois (PROBOVIL) de Louga, comprend aussi le volet «ban ak suuf». 725 foyers ont été construits et 209 femmes formées. Le but premier du projet est cependant, d'initier les villageois aux techniques forestières afin de protéger les terres de l'érosion éolienne. Il a commencé en 1982 avec un financement de 1 091 910\$. Le périmètre se situe à Ndiobène Matar, un petit village à 20 kilomètres du centre-ville. La première phase du projet est terminée depuis un an. La seconde a vu la réalisation de 1440 hectares avec un taux de réussite de 30%. Le résultat escompté n'est pas atteint; l'objectif fixé était de 2000 hectares. Selon le responsable du projet, ce fait est imputable au déficit pluviométrique (156 mm en 1984) et à l'abandon du chantier de reboisement.

Pendant l'hivernage, en effet, les paysans s'affairent dans leurs champs; ils sont plus préoccupés par les besoins alimentaires que par le reboisement. En général, tous les projets à long terme connaissent ce problème car pour le paysan, le rendement final n'est pas immédiat.

Pour répondre à leurs besoins, le maraichage a été introduit cette année dans le projet. Tous les trois mois, ils récoltent les légumes qu'ils vont ensuite écouler au marché. C'est une activité rentable qui permet de maintenir la volonté du paysan. Le Programme alimentaire mondial (PAM) intervient dans le même sens en distribuant des vivres dans les villages.

Ces projets sont d'une importance capitale pour le Sénégal car ils favorisent l'équilibre de l'environnement. De plus, ils répondent aux besoins en nourriture et combustibles des populations. S'ils en sont à ce point, c'est grâce aux financements externes mais surtout à l'investissement humain. Les populations sénégalaises ont vite compris la nécessité du reboisement; il y va de leur survie.

TABAX SA TOGGU KAYU BAN AK SUUF CONSTRUIRE SA PROPRE CUISINIÈRE BAN AK SUUF



Centre d'Etudes et de Recherches sur les Energies Renouvelables.

(C.E.R.E.R.)

UNIVERSITE DE DAKAR

Affiche de la campagne pour l'usage du «ban ak suuf», un fourneau qui permet d'économiser le bois.

Cameroun: une nouvelle stratégie agricole

Bamenda, capitale provinciale, dans la matinée du 13 décembre 1984. Le président du Cameroun, Paul Biya, visite les 16 hectares du Cinquième comice agro-pastoral en compagnie d'un hôte de marque: Edouard Saouma. Le directeur de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) a pu se rendre compte lors de ce rendez-vous du monde rural, que l'autosuffisance alimentaire du Cameroun n'est pas un simple slogan.



Josué Monda Bakoa

Au Cameroun, on ne meurt pas de faim. A travers des variétés de produits agricoles et pastoraux d'une taille imposante, témoins de la générosité des sols, de nombreux observateurs étrangers présents à Bamenda ont dû se rendre à l'évidence: l'Afrique n'est pas monolithique sur le plan alimentaire. Le Cameroun se révèle plutôt une oasis de prospérité dans le désert du continent où 22 pays se trouvent dans une situation alarmante, voire tragique.

Seulement, l'autosuffisance actuelle ne devrait pas endormir les esprits, au risque de buter sur l'écueil de la suffisance. Les pouvoirs publics l'ont compris. Plus de 50% des recettes nationales en devises et près de 40% des ressources budgétaires proviennent des cultures d'exportation. L'agriculture camerounaise emploie 70% de la population active. Aujourd'hui, la production vivrière de trois paysans nourrit un citoyen. En l'an 2000 cette proportion aura changé. Le Cameroun comptera 50% de ruraux contre 50% de citoyens. Un paysan devra alors nourrir un citoyen. Or la production agricole stagne. A cause du vieillissement de la main-d'oeuvre agricole. A cause de l'exode massif de jeunes ruraux. La ville s'étant en tout temps révélée un miroir aux alouettes. Une nouvelle stratégie agricole s'impose donc, afin de préserver les acquis. Mieux qu'un symbole, la présence d'Edouard Saouma auprès de Paul Biya, lors du Comice agro-pastoral de Bamenda traduit un aveu. Le Cameroun compte sur l'assistance de la FAO pour asseoir ses nouvelles options agricoles: amélioration des rendements des exploitations traditionnelles et création de milliers d'exploitations



Champ expérimental du « plan semencier national » à Ekona au Cameroun. photo FAO

moyennes utilisant machines, engrais et pesticides.

Grande envergure

L'amélioration des rendements agricoles, on l'espère, passera par une distribution de semences améliorées sur l'étendue du territoire national. A l'orée des années 70, l'encadrement des paysans et le développement de l'agriculture avaient été confiés à des sociétés d'Etat: SODECAO, SODECOTON... Ces dernières se confinaient à la promotion des cultures d'exportation. Paradoxalement, la MIDEVIV (Mission de développement des cultures vivrières) créée à la même époque s'est limitée à la commercialisation de vivres.

Son intention était certes déterminante dans un pays où de nombreuses zones rurales souffrent d'enclavement. Mais il en fallait davantage pour améliorer les rendements d'un pouce. C'est pour corriger cette insuffisance qu'un décret présidentiel daté d'août 1984 a érigé la MIDEVIV en secrétariat de coordination de la recherche sur les semences améliorées.

La FAO est associée à ce projet dénommé, « Plan semencier national ». Sa mission s'échelonne sur quatre axes. Il s'agit d'abord d'identifier des variétés améliorées appropriées pour chaque zone écologique — forêt, savane, steppe, bande côtière, végétation de montagne, qui

avec le désert constituent la gamme naturelle couvrant l'Afrique. Une homologation des variétés correspondant aux exigences des populations s'ensuivra. Ensuite, un catalogue national des semences sera édité. Commencera alors une production à grande échelle visant à satisfaire la demande des exploitations agricoles du pays. Outre un expert mis à la disposition du Cameroun pour la réalisation de ce projet, la FAO a installé sur place une chaîne de production de semences, un laboratoire équipé d'un matériel audio-visuel pour la formation de techniciens. De loin la plus importante, la contribution du Cameroun s'élève à 1 million de dollars par an.

Atelés à des techniques empiriques et séculaires, les agriculteurs camerounais se méfient des innovations. Car les semences et les techniques culturelles de rechange que leur proposent les moniteurs agricoles ne sont pas toujours viables sur leur terroir. Le rendement d'une semence, si améliorée soit-elle étant fonction des caractères du sol. Créé en 1983, le Centre national

des sols est chargé de rechercher et de diffuser des informations pédologiques. Pour une meilleure distribution de semences répondant aux exigences des sols. La FAO poursuit une tâche d'assistance et d'encadrement dans ce projet. Elle s'occupe notamment de la familiarisation des nouvelles recrues aux études pédologiques, de l'octroi de bourses de perfectionnement à l'étranger, du suivi des chercheurs formés, dans leurs premiers travaux. Assuré par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), le financement de l'intervention de la FAO dans cette entreprise s'élève à 232,000 \$US par an.

A côté de ces projets à long terme, la FAO, dans le cadre de la coopération technique, a organisé cinq séminaires au Cameroun entre 1983 et mai 1985. Ces rencontres visaient entre autres domaines, le stockage et l'organisation de la commercialisation des produits alimentaires, le recyclage de la matière organique. Avant la fin de l'année, il est envisagé l'organisation d'un séminaire sur la vulgarisation et l'intervention en milieu rural.

L'aboutissement de ces différents projets chasserait-elle définitivement le spectre de la faim? M. Theodor Moscal, le représentant de la FAO au Cameroun est optimiste. Car pense-t-il, depuis que l'avènement d'un nouveau régime politique en 1982 a remis l'ordre sur la gestion des fonds, les projets de développement n'ont plus rien d'un tonneau des Danaïdes. □

Un Nigérien accuse

L'aide internationale destinée aux victimes des calamités naturelles est parfois détournée. C'est une présomption que veut confirmer Amadou Ousmane, journaliste nigérien de 28 ans par son roman «15 ans Ça suffit».

Il accuse certains patrons africains. Même si l'on ne connaît officiellement aucun coupable dans nos pays, ici l'auteur prend courageusement le parti de s'en trouver un. C'est SIDI Balima! P.D.G. de la Société Nationale des Transports chargée d'acheminer les vivres dans les profondeurs du pays, il fait disparaître 16000 tonnes de céréales. «L'opération Survie» est compromise en République Africaine du Bentota.

Un journal fait éclater le scandale, révèle que l'aide n'arrive plus... que des hommes et des troupes entières meurent. C'est le branle-bas au sein de la classe politique. Pour se donner bonne conscience elle provoque un retentissant procès. Or, Sidi Balima n'est qu'un bouc émissaire. Son fils Ali, l'avocat défenseur le

prouve dans sa plaidoirie. L'ex-P.D.G. avait juste obéi à des consignes occultes venues «d'en haut». D'ailleurs, il avait menacé de démissionner devant le débordement de ses services et le refus du gouvernement d'associer l'armée à l'opération. On veut éviter le triomphe de cette dernière auprès des masses. Caustique mais fascinante, cette satire est théâtralement possible. C'est la mise en accusation d'un gouvernement monolithique et profiteur.

La lourde peine infligée est un désaveu cinglant pour les gouvernants. Comme pour le démontrer un coup d'Etat classique vient balayer les affameurs du peuple. Désormais, place à «l'autosuffisance alimentaire».

Détourne-t-on vraiment l'aide? L'Archer Bassari du Sénégal-Malien Modibo Soukalo Kéita qui vient de remporter le grand prix littéraire d'Afrique accuse aussi. Mais le roman «15 ANS ÇA SUFFIT» a eu le mérite de servir d'avertissement en 1977. □

SEWA ROLAND CLOVIS

L'explosion urbaine entraîne un sérieux problème d'alimentation

Les villes africaines ne parviennent pas à nourrir leurs populations croissantes. Selon les économistes, l'héritage colonial qu'on n'a pas su adapter à la situation et de piètres stratégies de développement sont à la source de ce problème.



Ralph Younga

La pénurie de produits alimentaires dans l'Afrique urbaine prend sa source dans le système économique mis en place sur ce continent par les maîtres coloniaux de l'époque impériale. On avait alors mis l'accent sur les productions agricoles commerciales pour alimenter les industries en pleine expansion de l'Occident. Des régions fertiles furent mises en friche et des réseaux routiers relièrent ces mêmes régions aux ports maritimes pour assurer les exportations. Il n'était pas particulièrement de l'intention des colonisateurs de développer ces territoires comme des entités distinctes. Au cours des années 60, la presque totalité de l'Afrique obtint son indépendance et ces nouvelles nations héritèrent de l'ordre économique établi par les maîtres coloniaux, un ordre qui s'est avéré inadaptable à toute stratégie de développement du continent africain.

Pour permettre aux pays africains d'équilibrer leurs échanges commerciaux avec l'étranger, les conseillers économiques occidentaux les ont invités à développer leurs cultures commerciales aux dépens de la production destinée à la consommation locale. Cette évolution a représenté un recul. Il en est résulté une crise alimentaire générale sur le continent, notamment dans les régions urbaines où la main-d'œuvre était mobilisée par les productions destinées à l'exportation. «L'Afrique est mal partie, écrit l'agronome français René Dumont. Nous sommes les premiers responsables, nous les pays développés. Nous épuisons leurs ressources.» Ce premier pas de l'Afrique vers la production agricole commerciale a ouvert la porte à de nombreux problèmes. Aujourd'hui, l'Afrique en est à vivre un drame.

Croissance urbaine

Ce drame s'est joué de façon

caractéristique et le monde entier est aujourd'hui bouleversé à la pensée de ce qui se produira, maintenant que les régions rurales de l'Afrique sont gravement menacées par la famine. Les populations n'ont cessé de croître et de nombreuses villes ont connu des hausses démographiques considérables. En 1960, seulement deux villes subsahariennes de l'Afrique comptaient plus de 500 000 habitants. En 1980, on en comptait déjà 28. La population continentale, de 210 millions qu'elle était en 1960, a atteint 350 millions en 1980 en raison d'un taux de croissance constant de 2,7 pour cent. Les populations urbaines, durant cette même période, ont augmenté à des rythmes variant de 11 à 21 pour cent, selon une étude de la Banque mondiale.

Cette évolution de la croissance démographique des villes africaines, a été très supérieure aux prévisions des années 60. Le Caire abrite aujourd'hui une population de six millions d'habitants tandis qu'en comptait quatre millions à Lagos. Un phénomène imprévu, l'exode des populations rurales, a aussi marqué cette période.

Cet exode a été accompagné d'un fort mouvement vers les centres urbains des jeunes éduqués. Ils ont opté pour les villes dans l'intention de trouver des emplois et parce que le milieu

rural manquait de crédibilité à leurs yeux.

Agriculture de consommation

De nombreux économistes croient que le développement de l'agriculture de consommation est la solution la plus plausible que les gouvernements africains devraient adopter pour accroître la production de denrées. Chez nous, au Cameroun, le gouvernement a tracé la voie. Dès 1972, l'administration du Cameroun lançait une campagne enfin d'accroître la production des denrées de consommation dans l'intention de mieux nourrir sa population. Le président Biya était fier d'affirmer à ses administrés: «Les Camerounais mangent de mieux en mieux.» La Banque Mondiale, dans une étude, abondait dans le même sens et affirmait que le Cameroun possédait une des économies les mieux équilibrées du Tiers-Monde tout en maintenant un rythme annuel de croissance économique de sept pour cent.

La production alimentaire se fait à l'échelle des grandes plantations en périphérie des deux principales villes du pays, Yaoundé et Douala. Ces entreprises sont gérées par un organisme para-public chargé de la production de produits alimentaires, la MIDEVIV. Les denrées

provenant de ces plantations sont vendues sur les marchés publics des deux villes et dans d'autres centres urbains en développement du pays. Le manque de facilités d'entreposage adéquates est le principal problème de cet organisme qui, de ce fait, ne peut planifier ses ventes que sur une courte période. Il en résulte que les approvisionnements en produit de consommation sont inférieurs aux besoins réels.

En raison des carences de la MIDEVIV, une nouvelle classe de commerçantes est apparue dans les villes. Ce sont les Buyam Sellam (Acheter — vendre). Ces femmes se rendent dans les villages environnants, y achètent des produits alimentaires des producteurs locaux et reviennent les vendre à un prix supérieur dans les villes. Les bonnes raisons sont rares, vers l'intérieur, si bien qu'une bonne partie des aliments qui y sont produits y pourrissent, les villageois ne pouvant les acheminer vers les villes. Les gens sont affamés et la nourriture est là, mais il n'existe aucun moyen de la transporter. Quelle frustration?

Compte tenu de la voie qu'a empruntée l'Afrique, il n'est pas surprenant qu'un des grands pays de ce continent, l'Éthiopie, soit dans une telle situation: il

s'agit d'un pays dont le bien-être dépend de la bonne volonté de la communauté internationale. L'Afrique n'a pas besoin d'une nouvelle éthiopie pour réaliser que la situation actuelle représente un problème africain. Il ne suffit pas de condamner le colonialisme. L'héritage de cette époque est un système économique et politique que notre continent est condamné à adopter.

Pour survivre à l'intérieur de ce système, l'Afrique doit trouver des solutions à sa crise alimentaire et à ses autres problèmes. Elle doit encourager et mécaniser sa production d'aliments de consommation. Elle doit développer dans plusieurs pays les réseaux routiers qui permettront une distribution efficace des denrées. Pour couronner le tout, elle doit compter sur la collaboration du Nord (les Européens), non pas sous prétexte de responsabilité morale ou de moralité, mais dans un effort concerté pour sauver le système économique mondial d'une ruine éventuelle. Après avoir connu les dévastations des deux guerres mondiales, nous en avons invité une troisième. Il n'en demeure pas moins que l'Humanité est mise au défi d'éviter une autre tragédie: l'effondrement de l'économie mondiale. □

(Traduit de l'anglais)

Le problème du stockage des récoltes

«Ventes des fruits exotiques». Peut-on lire en gros caractères sur la majorité des magasins situés sur la rue Saint-Laurent. Dans ces boutiques, vous trouverez en toute saison une gamme variée de fruits et légumes tropicaux: mangues, bananes, oranges,



Hélène Nkengnie

pamplemousses, patates douces, etc. Comment expliquer le fait que ces produits soient continuellement présents ici, alors que dans les zones où ils sont cultivés, on ne peut se les procurer que pendant la période des récoltes?

Quand on parle de crise alimentaire en Afrique, généralement, on n'expose que les problèmes dus à la sécheresse, qui

constituent, on ne peut le nier, le goulot d'étranglement de l'économie des pays sahéliens. Dans certaines parties du continent, les problèmes sont autres. Au Cameroun par exemple, actuellement on peut, dans une certaine mesure parler d'auto-suffisance alimentaire, j'allais dire d'abondance des récoltes. Abondance, qui malheureusement, ne dure que l'instant des récoltes et s'estompe très rapidement pour donner libre cours à la pénurie, donc à la spéculation. Ce phénomène naît du manque des moyens adéquats de conservation ou de stockage des produits et de l'enclavement de certaines zones de production.

A priori, il n'existe pas de panacée ou de solution magique permettant d'éliminer la crise alimentaire en Afrique, comme s'il s'agissait d'un bloc monolithique ou uniforme. Il est donc préférable que chaque pays prenne des mesures appropriées et novatrices exigeant une coordination au stade de leur planification et de leur exécution. L'aide alimentaire devrait nécessairement aller dans ce sens-là.

Méthodes dépassées

Les populations rurales qui pratiquaient auparavant une agriculture de subsistance n'avaient pas de problèmes de conservation de leurs produits, ceci grâce aux méthodes traditionnelles. Le maïs séché, est stocké en épis dans des greniers, construits sous plusieurs formes selon la température et l'humidité de l'air ambiant. À l'Ouest du Cameroun où l'air est humide, les greniers sont une sorte de plafond de bambous dans la cuisine, recouvert de nattes tressées et aérées sur lequel sont versés les épis de maïs, des arachides et d'autres céréales, afin que la chaleur du foyer les empêche de moisir ou de germer précocement. Au Nord où il fait plus chaud, ce sont des greniers en forme de petites cases en terre malaxée et tassée, aux toits de chaume. Mais ces méthodes ont leurs faiblesses: les graines sont souvent attaquées par les rongeurs et les insectes. La conservation des tubercules se fait dans un trou creusé à plus ou moins 1 m du sol, dans lequel on pose des feuilles mortes de bananiers, puis on y dépose le macabo, les ignames ou les patates qui sont ensuite recou-

Comment le Cameroun a organisé la mise en marché des denrées

Les zones urbaines du Cameroun, comme partout ailleurs, ne produisent pas de nourriture. Ces populations urbaines n'en doivent pas moins être alimentées. Les denrées vendues dans les villes sont importées ou y sont



Soter Eddia

acheminées par les zones rurales. La population urbaine du Cameroun ne représente que 25 pour cent des neuf millions d'habitants du pays. Les plus grandes villes, Yaoundé, où siège le gouvernement, et Douala, port de mer et capitale commerciale, comptent chacune plus d'un demi-million de citoyens. L'approvisionnement suffisant et régulier des villes en denrées alimentaires a préoccupé de tout temps les responsables de tous les niveaux. Dans les centres urbains du Cameroun, la mise en marché des denrées se pratique de trois façons.

La MIDEVIV

La croissance urbaine rapide des années 60 et 70 a incité le gouvernement à créer la Mission

de Développement des Vivriers (MIDEVIV). Il s'agit d'une organisation gouvernementale très structurée et spécialisée ayant la responsabilité d'agences et de magasins d'alimentation dans 20 villes des dix provinces du pays.

Les magasins d'alimentation publics de la MIDEVIV sont ouverts à tous les résidents des villes. Le rôle de la MIDEVIV consiste à acheter une gamme très variée de denrées dans les zones rurales et à les revendre aux consommateurs des villes. Ce système a dû être mis sur pied en raison du piètre état du réseau routier qui empêchait les agriculteurs d'acheminer leur production vers les villes. La MIDEVIV est bien organisée. Ses camions sillonnent les zones rurales accidentées l'année durant et, durant la saison des pluies, parviennent à faire sortir les denrées de régions isolées difficiles d'accès.

Les agriculteurs bénéficient du système du fait qu'ils sont assurés d'un débouché pour leurs surplus de production. L'initiative de la MIDEVIV, par l'achat des denrées à la source, élimine les coûts de transport vers les zones urbaines qui, autrement, seraient assumés par les fermiers.

La MIDEVIV est devenue un outil indispensable aux consommateurs urbains, surtout à une époque où les prix ne cessent de croître. Dans les magasins d'alimentation de la MIDEVIV, le

gouvernement applique de nombreuses mesures visant à contrôler les prix.

Cet organisme permet par ailleurs d'alléger, pour les consommateurs urbains, les pénuries saisonnières de certains produits de première nécessité. D'envergure nationale, la MIDEVIV a le pouvoir de régulariser les approvisionnements régionaux et d'assurer une distribution équilibrée des denrées. Les courtes pénuries qui se produisent dans une ville précise peuvent être généralement éliminées par des approvisionnements provenant de régions bénéficiant de surplus. Grâce à ses équipements modernes d'entreposage, des denrées périssables peuvent être préservées en d'excellentes conditions qui sont inconnues ailleurs. Au cours des dernières années, toutefois, la croissance urbaine incontrôlée a suscité une hausse chronique des prix qui a compromis l'efficacité de la MIDEVIV.

Les magasins d'alimentation de la MIDEVIV étant ouverts à tous, les spéculateurs ont fait leur apparition et profitent de la situation. Grâce à la complicité de vendeurs de la MIDEVIV, les spéculateurs achètent des expéditions complètes de denrées au taux officiel et les revendent aux prix du marché local.

Pourtant, la MIDEVIV a inscrit certaines réussites depuis sa création. Un résident de Yaoundé affirmait récemment que,

sans la MIDEVIV, la vie de sa famille, qui compte huit personnes, aurait été misérable.

Les marchés protégés

Outre les marchés d'alimentation de la MIDEVIV, les consommateurs urbains ont accès à des quantités illimitées de produits alimentaires dans les marchés publics protégés. Chaque agglomération urbaine est desservie par au moins un de ces marchés.

Dans ces marchés, les achats se font par voie de marchandage et le plus haut enchérisseur acquiert le produit désiré. Dans ces mêmes marchés, toutefois, le prix des produits de première nécessité tels l'huile, le riz, la viande, le poisson, etc., est fixé par les autorités gouvernementales. Malheureusement, en ces endroits, le consommateur est exposé aux constantes fluctuations des prix et aux pénuries saisonnières aggravées par de piètres équipements d'entreposage.

Les coopératives

Pour se protéger de l'inflation, des pénuries épisodiques et de la spéculation, les consommateurs urbains ont créé des coopératives. Dans la province du Nord-Ouest, la ville de Bamenda, à elle seule, compte une douzaine de ces coopératives de consommation.

Ces organismes regroupent des ménagères ainsi que des

hommes et des femmes de la classe ouvrière. Malgré que ces coopératives de consommation fonctionnent parallèlement aux marchés publics protégés et à la MIDEVIV, elles desservent exclusivement leurs membres. Ces organismes achètent en vrac des producteurs ruraux puis revendent au détail et à prix réduits à leurs membres.

Au Cameroun, la mise en marché des produits alimentaires dans les centres urbains est organisée de façon à pourvoir efficacement les produits de première nécessité à la population. En autant que la MIDEVIV et les coopératives continueront d'étendre leurs tentacules à travers le pays, l'autosuffisance alimentaire nationale deviendra une réalité. Les responsables gouvernementaux prévoient qu'à la fin du sixième plan quinquennal de développement, la MIDEVIV commercialisera plus de 50 pour cent des produits alimentaires consommés dans le pays. Cette initiative mixte du gouvernement et de l'entreprise privée en vue de résoudre les problèmes alimentaires nationaux représente un gigantesque pas en avant. Appliquée dans les régions africaines en proie à la famine, ces solutions, dont la valeur a été prouvée au Cameroun, pourraient représenter un moyen à long terme d'éviter de tels désastres. (Traduit de l'anglais)

verts de feuilles mortes, puis de terre. Grâce au gaz produit par ces feuilles, ils gardent leur fraîcheur pendant des mois. Mais ces méthodes sont artisanales et presque dépassées.

Avec l'accroissement des grandes métropoles et de leurs besoins en vivres, les paysans pratiquent de plus en plus une agriculture destinée à la vente. Et c'est là où le bât blesse. Car les méthodes de conservation ne répondent plus à la croissance du surplus des récoltes actuelles. Quand ces denrées périssables ne sont pas vendues dans les quelques jours qui suivent la récolte, elles prennent tout droit le chemin des poubelles. Ce sont ces pertes considérables qui démoralisent les agriculteurs. C'est pourquoi il est nécessaire que les projets ruraux prévoient des fonds pour la création d'équipements communautaires de séchage et de battage, ou même pour encourager les méthodes traditionnelles déjà existantes. Après avoir multiplié tant d'efforts pour sensibiliser les paysans à produire davantage, ce serait nul que de ne pas prévoir

des infrastructures de stockage.

Le cas des légumes verts, des fruits et des tomates produits en quantité industrielle est très frappant. Pendant les trois mois de récolte, les surplus pourrissent dans les plantations et sur les marchés. Cet-

te période passée, les ménagères sont obligées d'acheter des boîtes de tomates importées, alors que si nous disposions des infrastructures de transformation et de conservation, cela nous éloignerait de l'importation et de la pénurie

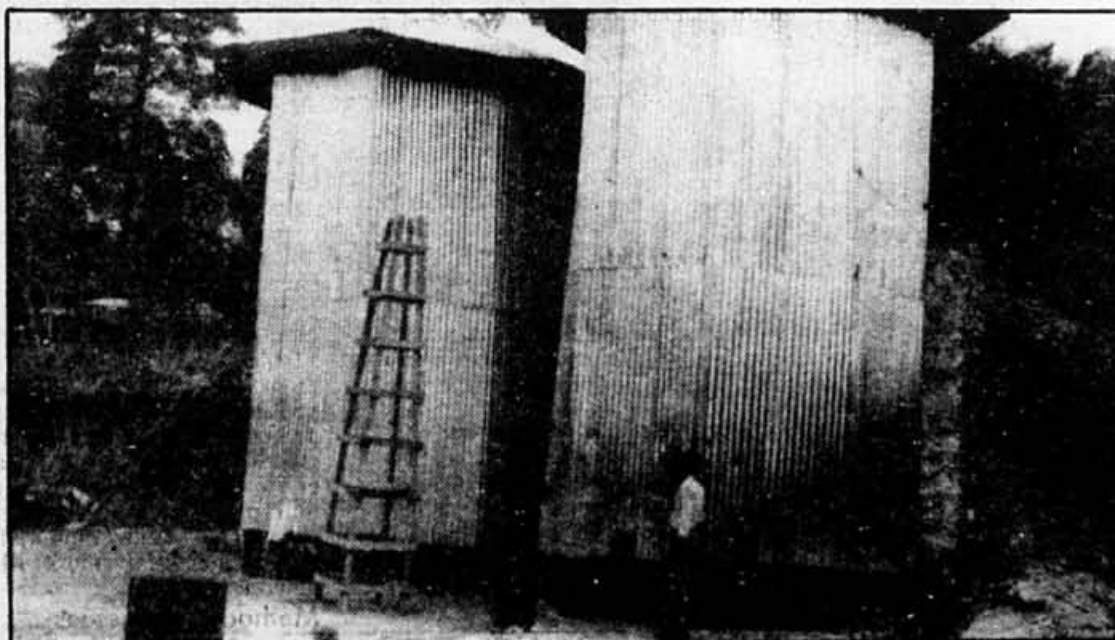
et aussi encouragerait le travail.

Désenclaver les zones rurales

Si par ailleurs nous avons évoqué les problèmes de conservation et de pénurie, il faut

les lier à celui des communications. Certaines métropoles sont mal approvisionnées en vivres à cause du manque d'infrastructures routières. Les paysans transportent souvent leurs récoltes sur leur tête et à une distance de plus de 20 km avant de trouver une camionnette qui les conduira dans les marchés urbains à des prix exorbitants. Ce qui joue aussi sur les prix des vivres en ville. J'ai vu à l'Ouest du Cameroun, une plantation de choux de plusieurs hectares pourrir parce que les acheteurs habituels, (revendeurs dans les villes), n'étaient pas venus, la route ayant été rendue impraticable par les pluies. Mais ici, il y a un dilemme, car si les routes avaient été praticables, ces produits au lieu de pourrir dans les champs faute de route et de conservation, seraient en putrescence dans les villes où il manque également les moyens de stockage.

L'effet des silos construits grâce à la coopération est peu visible. Ainsi, les problèmes de conservation et des communications sont encore très frappants et comme un ver dans le fruit, il faut l'extirper.



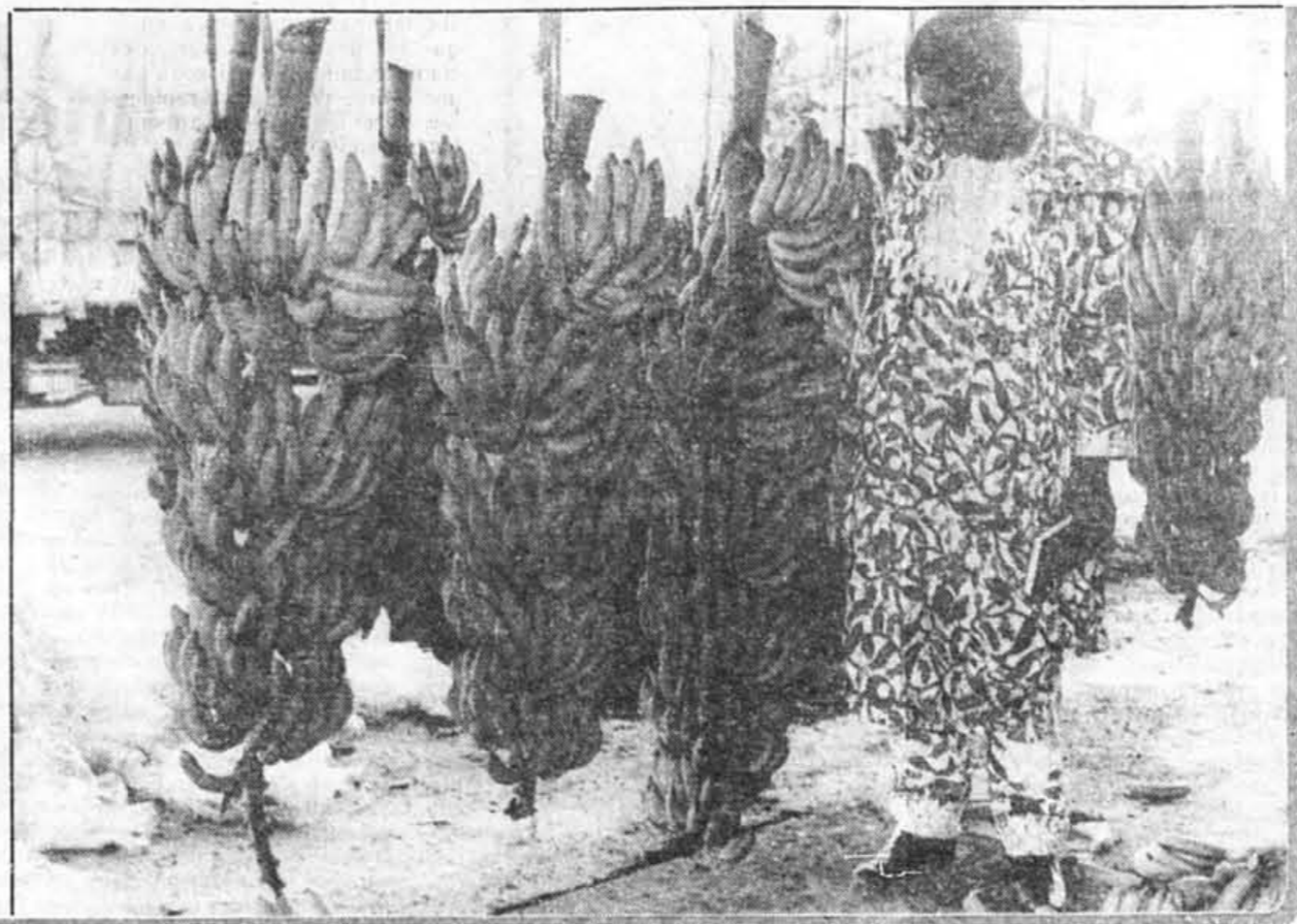
Vue des silos de la provenderie de Sa'a, au Cameroun

photo Menunga

LE DILEMME DES PAYS AFRICAINS

Produire pour se nourrir ou pour exporter?

photo Patrice Essono



La majorité des pays africains font face à un dilemme: choisir entre la production agricole de consommation locale et la production agricole commercialisable. La production pour consommation locale est à échelle très réduite. La raison en est que la population rurale, qui est très supérieure à 80 pour cent de l'ensemble démographique, a concentré ses efforts sur la production destinée à l'exportation. Les gouvernements encouragent même ce type d'économie à sens unique sous prétexte que les produits exportés sont depuis longtemps leur principale source de revenus en devises étrangères.

le système capitaliste et la quête de profits qui l'accompagne, il faut dans l'obligation de dépendre d'une production agricole commercialisable.

Les productions commerciales, tel le coton pour le textile, servaient de matières premières dans l'industrie. Le problème se posait ainsi: il fallait concentrer le moins d'énergie possible à la production de denrées commercialisables qui, par ailleurs, étaient de faible rendement. La rareté des fertilisants qui auraient permis de renouveler les sols a rendu ceux-ci improductifs à certaines époques. Il y eut donc un déclin régulier de la production de produits alimentaires en même temps que les fermes regroupées augmentaient leur

production de biens nécessaires à alimenter les industries des pays développés.

Les Africains en sont venus à accepter d'échanger leurs matières premières pour des biens manufacturés importés de pays développés. Les gens préfèrent même gagner de l'argent grâce à une production commercialisable pour acheter des aliments qu'ils pourraient produire à un meilleur coût.

Par ailleurs, les ressources économiques dont dispose le fermier africain semblent apparemment inadéquates. Les outils rudimentaires utilisés ne permettent pas de cultiver d'assez grandes surfaces. À ces difficultés s'ajoutent la présence des forêts tropicales qui interdisent la

mise sur pied d'une agriculture productive dans certaines régions.

L'industrie agricole moderne qu'on propose à l'Afrique a réussi dans les pays développés. C'est un fait. Il faut toutefois rappeler que les espèces cultivées dans ces pays ont été l'objet de multiples manipulations qui ont permis la sélection de variétés de haut rendement. En Afrique, d'autre part, les recherches de ce type sont souvent vouées à l'échec. Pourquoi? Tout simplement parce que certaines techniques ne sont pas applicables à cause des différences de climat. Il semble que toutes ces théories, quelle que soit leur valeur intrinsèque, ne puissent être adaptées de façon pratique. Face à cette croisée de che-

mins, les Africains pourraient possiblement découvrir la route qui mènera à une économie de développement. Si les nouvelles techniques agricoles introduites s'adaptent au milieu africain, leurs rêves pourraient se réaliser.

Vigilance

Malgré les stimulants financiers consentis par le monde industrialisé, certains pays tel le Cameroun tentent de renverser cette orientation. Le Cameroun a adopté une stratégie visant à l'autosuffisance alimentaire. Ce programme a progressé tout au long par petits pas que par bonds. À citer, notamment, le programme national Agro-Pastoral, une exposition consacrée

aux fermiers qui peuvent y présenter leurs meilleurs produits.

Ce programme a incité les Camerounais à investir dans la production d'aliments de consommation. Ce faisant, le gouvernement camerounais n'a pas pour autant abandonné les productions génératrices de revenus tels le cacao, le coton, le caoutchouc et le café. La création de FONADER (Fonds national de Développement Rural) a permis la mise en place d'une banque ayant pour mandat de financer les projets agricoles.

Cette production agricole consacrée à l'exportation est toutefois menacée à court terme par la fluctuation des prix sur les marchés mondiaux. La désertification persistante est également une menace dans les régions

sud-sahariennes. Il est à noter que les productions agricoles commercialisables ne sont pas une source de revenus rapides. Les fermiers doivent attendre leur première récolte plus de cinq ans.

Compte tenu de ces délais, les fermiers devraient être mis dans l'obligation de produire sur une vaste échelle des aliments de consommation de façon à alimenter les régions frappées par la sécheresse. C'est une façon de réclamer que l'Afrique fasse les foins en profitant des jours ensoleillés. Il est évident, face à la désertification persistante, qu'une nouvelle sécheresse, possiblement plus mortelle que celle des dernières années, se produira en Afrique. Des équipements modernes s'adaptant à la structure géographique du continent doivent être adoptés de façon à diversifier la production alimentaire.

Même si la production de produits exportables continue de jeter un lueur d'espoir, l'argent ainsi gagné est très insuffisant à satisfaire les besoins alimentaires de base. Tout indique qu'une dépendance excessive à l'endroit d'un type particulier de culture serait particulièrement destructrice. L'obstacle principal, au niveau de la production alimentaire, est phylogénétique: l'homme africain croit que l'agriculture est du ressort de la femme africaine. Cette dernière est responsable de la production à la consommation, source principale de subsistance. Quant aux surplus que ces Africains produisent, irrégulièrement, ils sont vendus aux populations urbaines.

L'importance économique qui a été conférée à la production de produits commercialisables a mis en lumière la périlleuse régression de productions tels la cassave, les pommes de terre, le maïs, la noix de coco et la fève. Si les pays africains réussissent à privilégier la diversification de leurs productions agricoles sur une grande échelle, le rêve pourrait un jour se matérialiser. (Traduit de l'anglais)

Les malentendus de la «révolution verte»

Beaucoup de gouvernements africains ont lancé de «grandes opérations» de développement au cours des vingt dernières années. Certains ont parlé de «révolution verte», d'autres «d'aménagement du territoire», d'autres encore «d'autosuffisance alimentaire en l'an 2000».



Daniel Ibrahim

La multiplicité de ces vocables devenus monnaie courante des discours politiques n'ajoute pourtant rien à leur contenu. Ils ont généralement des motivations politiques et pas nécessairement socio-économiques car très peu d'études sérieuses sont faites avant le lancement de ces opérations.

L'harmonisation des techniques culturelles africaines et des nouvelles technologies constitue en effet le noeud de ce problème agro-alimentaire. L'insuccès des projets agricoles est certainement dû au fait qu'ils ne tiennent pas souvent compte de certains facteurs socio-culturels ou économiques propres aux régions concernées.

L'agriculture africaine est particulièrement traditionnelle et en majorité rurale. Le paysan produit généralement en quantités modestes; juste de quoi nourrir sa famille. Autrement dit, il pratique une agriculture de subsistance et se préoccupe peu du rendement de son travail. Par conséquent, beaucoup d'agriculteurs ruraux utilisent jusqu'à ce jour des outils traditionnels comme le coupe-coupe ou la hache

pour abattre les arbres, la houe pour labourer la terre, etc. Non pas parce qu'ils sont réfractaires aux nouvelles technologies, mais parce qu'ils n'ont pas très souvent été initialement préparés à l'utilisation des machines. Les nouvelles technologies sont généralement importées et implantées brusquement. Beaucoup de gouvernements croient qu'il faut les imposer aux populations concernées.

Bon nombre de nos agriculteurs pensent par exemple que la machine, le tracteur déblaye la couche humifère pour céder la place à la latérite improductive. D'autres préfèrent par exemple la cendre provenant du brûlis des branchages ou du fumier à l'engrais synthétique.

Il est par ailleurs important de souligner que le monde rural africain se caractérise par la faiblesse notoire des revenus. Il est bien intéressant de moderniser l'agriculture mais combien de paysans sont-ils capables de s'acheter un tracteur, une tronçonneuse. Surtout quand on sait que le revenu annuel moyen de nos agriculteurs atteint à peine 300 dollars canadiens l'an.

Par conséquent les grandes plantations commerciales de cacao, de café, de coton et autres appartiennent généralement à l'État. Elles bénéficient des infrastructures les plus organisées.

Une question de méthode

L'un des handicaps sinon les principaux handicaps de l'agriculture africaine proviennent du manque d'encadrement ou d'une mauvaise mise en condition des agriculteurs. Les encadreurs et les techniciens agricoles ne remplissent pas correctement les rôles qui leur sont attribués. Ce que l'on remarque le plus souvent, c'est le manque de dialogue entre les encadreurs et les agriculteurs. Les techniciens

par exemple travaillent le plus souvent dans des bureaux, des laboratoires de recherche. Ils font rarement des descentes ou des expériences pratiques sur le terrain. Les résultats de leurs recherches, faute d'application et de vulgarisation sont toujours ignorés ou inexploités par les agriculteurs. Malgré la multiplicité des campagnes et des émissions radiophoniques, les objectifs ne sont pas toujours atteints.

Pourtant les gouvernements africains aidés par des pays ou des organismes internationaux consentent d'énormes moyens à l'amélioration de leur situation agro-alimentaire.

En matière de cacao-culture par exemple, de nombreux centres d'études ont été créés. C'est le cas du Cameroun avec le centre de Nkomevone qui a déjà développé plusieurs centaines d'hectares de champs semenciers. En 1981, le centre a livré plus d'un million de cabosses de cacao aux planteurs camerounais. Des ingénieurs y expérimentent des variétés provenant d'autres continents, d'autres régions telles que la Haute Amazonie ou Trinidad. Les plants prélevés de ces champs s'adaptent parfaitement aux conditions climatiques locales. Leur caractère génotypique n'est que très peu influencé. Concernant le centre national d'étude et d'expérimentation du machinisme agricole (C.E.N.E.E.M.A. — CAMEROUN), des résultats concrets et encourageants ont également été réalisés. Un jeune Camerounais a par exemple mis sur pied une dépeulpeuse de noix de palme grâce à l'assistance matérielle et morale du CENEMA. Avec sa petite machine, deux minutes suffisent désormais au planteur pour dépeuler 15 kg de noix de palme. Son prix est d'ailleurs à la portée du dernier planteur et son utilisation très simple. Il ne reste plus qu'à la vulgariser.



Raphaël Kan Ntumbi

Cette politique semble insensée pour toutes ces populations affamées qui ont désespérément besoin de nourriture pour garder les corps et les âmes en bonne santé. De vastes étendues de terres sont consacrées aux produits d'exportation par des responsables qui négligent les consommateurs locaux et qui ignorent les pressants besoins des régions frappées par la famine.

L'agriculture demeure la principale orbite à l'intérieur de laquelle évolue l'économie africaine. Elle fait vivre plus de 80 pour cent des masses rurales. Malgré tout, des centaines de milliers de personnes continuent à mourir de faim. Les chances d'éradication de ce problème de premier plan, considéré comme un cas d'urgence par le reste du monde, semblent illusoire.

Les contraintes

Il n'est pas surprenant que l'Afrique soit affligée de nombreux problèmes pertinents. L'histoire même de ce continent a contribué à le rendre dépendant des pays développés. En premier lieu, l'Africain authentique est un traditionaliste. Pour lui, l'agriculture est limitée par ses besoins personnels. Lorsque les anciennes puissances coloniales ont introduit abruptement

Moins de 10% des budgets pour l'agriculture

L'agriculture africaine est malade. C'est le constat fait par les ministres des finances des pays membres de l'OUA réunis récemment à Hararé. Depuis une décennie, la sécheresse a envahi notre continent jetant les populations dans une désolation extrême. Le déficit alimentaire a atteint le chiffre record de 6,6 millions de tonnes en 1984 selon les estimations de la FAO.

La responsabilité des Africains eux-mêmes ne peut pas être occultée. Le secteur agricole est négligé. De l'aveu même des ministres des Finances, moins de 10% des budgets sont consacrés à l'agriculture. Est-il raisonnable de négliger ce secteur, la principale ressource de l'Afrique? Les pays africains, après les indépendances, n'ont pas développé une politique agricole adaptée à leurs réalités. Ils ont mis l'accent sur les pro-

duits d'exportation au détriment des cultures vivrières. Rares sont les pays qui produisent ce qu'ils consomment. Cela a entraîné une dépendance vivrière de l'Afrique qui se



Ousseynou Gueye

voit obligée d'importer de grandes quantités de produits alimentaires. Aussi, les importations de blé et de céréales ont-elles doublé en l'espace de sept ans. Mais l'Afrique est aussi confrontée à une crise économique très aiguë.

Peu de pays peuvent pallier un déficit vivrier croissant en augmentant leurs importations de céréales.

«L'aide d'urgence n'est qu'une mesure permettant d'éloigner temporairement le spectre de la famine» (ACDI). L'Afrique a plus besoin d'une aide concrète par un effort soutenu pouvant amener les populations à produire elles-mêmes ce dont elles ont besoin. C'est de cette manière seulement que l'aide sera bénéfique à ce continent tant éprouvé. Il ne faudrait pas que cet apport serve à inculquer aux Africains la mentalité d'éternels assistés. Car comme le dit si bien P. Prebisch: «Toute aide qui ne nous aide pas à nous passer de l'aide est à long terme préjudiciable». Le cycle de la dépendance est vite complété dans la mesure où l'aide alimentaire, dans sa forme actuelle, bouleverse les habitu-

des des populations souvent tentées d'acheter des produits d'importation très onéreux.

Comment sortir de cette situation? Le plan de Lagos préconise d'adopter une politique d'autosuffisance alimentaire. Pour parvenir à cet objectif, la part consacrée à l'agriculture dans les budgets africains sera portée à 25%.

C'est le vœu exprimé par les ministres des finances à Hararé. Un peu partout en Afrique, des esquisses de solutions sont envisagées. La lutte contre la sécheresse est devenue une priorité pour les pays agressés par la désertification. Des campagnes de reboisement sont menées chaque année pour reverdir le Sahel. Devant la psychose de la famine, des mots d'ordre fusent de partout pour stimuler la production agricole. Les Africains se concertent pour combattre en commun les défis imposés par la nature.

L'Afrique est arrivée à une étape cruciale de son avenir. La sécheresse continue de faire des ravages. 150 millions de personnes vivant dans 24 pays sont victimes de ce fléau. De l'Éthiopie au Soudan en passant par le Mozambique, le Tchad, le Niger, le Mali, etc. le constat est le même. Les morts ne se comptent plus: 100 000 en Mozambique en 1984, plus de 120 par jour en Éthiopie. Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants décharnés privés de nourriture par une nature hostile et capricieuse risquent de payer de leur vie cette terrible disette.

L'Afrique a trop tergiversé sur son avenir et le temps joue en sa défaveur, car le désert avance et la sécheresse risque de perdurer. Il importe donc d'adopter une autre politique agricole tenant en compte les spécificités de notre continent si nous voulons un jour oublier nos malheurs.



Champ de culture expérimentale. Les paysans africains ne comprennent pas toujours bien le sens et les effets des techniques modernes d'agriculture.

photo Patrice Essono

EXPORTER POUR IMPORTER

Le cercle vicieux s'agrandit...

Exporter ou manger ? Cette interrogation résume toute l'équation devant laquelle buttent nombre de pays africains dans leur politique agricole. En termes clairs, il s'agit de choisir entre produire pour exporter et produire pour l'auto-consommation.



Jean Diop

Ce dilemme, terrible à bien des égards, est la résultante des types de productions caractérisant l'agriculture africaine. Les cultures vivrières sont essentielles à la satisfaction des besoins alimentaires des populations. Vitales — du moins économiquement —, les cultures de rente produisent un apport en devises qui permet de concrétiser beaucoup de projets de développement.

Toute préférence accordée à l'une ou l'autre de ces deux priorités peut s'avérer suicidaire.

Cette passe, difficile du reste pour l'Afrique, est un legs colonial. Ses débuts remontent au jour où l'Afrique commença à produire pour l'Europe les matières nécessaires à ses industries.

Pourtant, bien avant le triste épisode de la colonisation, le paysan africain s'autosuffisait grâce à une agriculture essentiellement vivrière. Mais, depuis le contact avec le colon, l'économie africaine a changé de nature. La tendance n'a pas été inversée.

Calquée sur un modèle étranger, elle créa des besoins nouveaux impliquant de toute évidence des sources de financement. Aussi, a-t-on encouragé le développement des cultures marchandes à côté des cultures alimentaires. Aujourd'hui ces besoins se sont accrus et s'expriment sous forme de produits manufacturés, d'hydrocarbures et de technologies, etc...

Les grands investissements des banques et pays étrangers iront aux produits agricoles de luxe. Le pire est arrivé quand les grands propriétaires et hauts dirigeants (ministres, présidents...) se sont intéressés au secteur.

La logique du profit

Il est bien entendu que ces « messieurs de la ville », guidés



L'économie africaine a été bouleversée en passant du stade de l'agriculture vivrière à celle de l'exportation.

photos FAO



Le marché: les restes d'une politique d'exportation... ou le dilemme de la survie.

par la seule logique du profit, s'occupent plus de vendre leurs produits que de nourrir les affamés.

En fait, il n'est pas scandaleux qu'un pays vende ses surplus de produits alimentaires. Ce n'est malheureusement pas le cas pour les pays africains. Et c'est ici qu'apparaissent les réflexes les plus paradoxaux. Le Sénégal par exemple exporte des centaines de milliers de tonnes d'arachides mais cours (cette année) derrière un déficit céréalier de 300 000 tonnes.

En 1982, ce même pays a exporté 216 000 tonnes de tourteaux pour les vaches de l'Europe alors que le manque de pâturage décime son cheptel. En 1985, la Côte d'Ivoire risque d'importer 300 000 tonnes de riz au moment même où elle exporte des millions de tonnes de produits agro-industriels.

Ainsi, chaque année, des millions de tonnes de produits agricoles de luxe africains vont augmenter l'embonpoint canadien, américain et européen. A l'instant même où les enfants d'Éthiopie meurent de faim, leurs frères d'Europe et d'Amérique se gavent de délices fabriqués à partir des produits africains.

Outre qu'il affame les Africains, le système « exporter pour importer » livre nos produits aux aléas de la « détérioration des termes de l'échange ».

Les projets agricoles de grande envergure nécessitent la mobilisation de devises et d'intrants. De plus, il faut rembourser les prêts sans lesquels ils ne verraient pas le jour. Alors on accroît les cultures commerciales. Quitte à importer des céréales.

Le cercle vicieux

Le diamètre de ce cercle vicieux s'agrandit encore quand les organismes de « coopération » internationale prêchent sans modération l'agro-industrie. C'est dans cette catégorie qu'il convient d'inscrire les conseils inamicaux de la Banque Mondiale qui encourage le système « exporter pour importer ».

Dans cette mouvance on retrouve l'action du STABEX (système de stabilisation des recettes d'exportation des pays A.C.P.) de la CEE. À première vue, cette initiative européenne est une garantie pour nos pays. Cependant, elle est un miroir aux alouettes qui nous aveugle devant la réalité de l'urgence qu'est l'autosuffisance.

L'objectif d'autosuffisance est une nécessité si on veut, à l'avenir, faire l'économie d'un « Tam-tam pour l'Éthiopie » ou d'un « We are the World ». Remettre à plus tard sera trop tard. □

Les femmes camerounaises assurent 75 p. cent de la production de consommation

De nos jours, la Camerounaise ne produit plus seulement pour nourrir sa famille, mais également pour le commerce. Elle a toujours été à l'avant-garde de la production agricole. Malgré qu'au cours des dernières années les femmes aient évolué vers une production



Bernice Tatah

agricole de mise en marché, le nombre de ces dernières demeure extrêmement faible. Plus de 75 pour cent des producteurs de denrées de consommation sont des femmes. Cette omniprésence des femmes dans l'agriculture de subsistance remonte à bien avant l'indépendance.

La séparation des tâches est inégale chez les producteurs agricoles et elle est très défavorable aux femmes. Depuis trop longtemps, les heures quotidiennes de travail ont toujours été plus nombreuses pour les femmes qui doivent trimer deux ou trois fois plus longtemps que les hommes.

Avant l'époque du colonialisme, les hommes n'offraient qu'une aide superficielle à leurs épouses. La monétarisation de l'économie et l'introduction de produits d'exportation a créé une situation en vertu de laquelle la production de denrées de consommation a été entièrement confiée aux femmes. La production pour les marchés extérieurs a modifié la répartition du travail entre les femmes et les hommes. Les hommes ont émigré vers les centres urbains pour oeuvrer dans les plantations, laissant aux femmes le soin d'être les seules productrices de produits de consommation locale.

Les hommes, en règle générale, ne se consacraient pas immédiatement à la production de denrées de subsistance lorsqu'ils retournaient dans leurs villages. Ils ramenaient des semences de café ou de cacao et entreprenaient de créer des plantations privées.

Refus du compromis

Les Camerounaises sont au



Les hommes partis à la ville pour travailler aux plantations, les femmes ont dû assurer seules la production des produits de consommation locale.

photo Patrice Essono

aujourd'hui victimes d'un refus des hommes d'accepter un compromis. Les hommes sont aussi confus et sont incapables de faire le choix entre une production agricole commerciale et une autre qui soit de subsistance. Ils ont tendance à opter, en règle générale, pour des activités susceptibles d'être sources de gains financiers.

En encourageant les productions commercialisables, le gouvernement a constamment fait grimper les prix du café et du cacao. Les hommes ont donc opté pour des productions de ce type dans l'espoir probable de bénéficier des hausses de prix. Les plantations empiètent parfois sur des terres préalablement réservées à la culture de subsistance. Ce phénomène a obligé de nombreuses femmes à s'enfoncer toujours plus dans la forêt, à la recherche de terres inoccupées. D'autres ont dû semer leurs produits de consommation entre les plants de café et de cacao des époux. Il est arrivé plus d'une fois qu'un mari a arraché ces plants, accusant son

épouse de nuire à une évolution harmonieuse de ses caféiers.

Les fermières nanties sont apparues lorsqu'elles ont commencé à commercialiser une partie de leur production. Les hommes ne leur ont toutefois pas permis de bénéficier totalement du fruit des ventes ainsi réalisées. Dans la province de l'Ouest, il y eut un exode important d'hommes désœuvrés et de chômeurs qui ont fui les villes pour retourner dans les villages. Aujourd'hui, la majorité des lopins de terre produisant des choux, des pommes de terre et des oignons sont la propriété des hommes.

Problèmes à résoudre

Sur les fermes, la majorité des femmes est illettrée et ne possède même pas une éducation de base. Cet analphabétisme a parfois paralysé les efforts consentis par le gouvernement pour améliorer leurs conditions de vie. La majorité des problèmes qui affligent les femmes remontent à une lointaine époque.

L'introduction d'innovations techniques a souvent été faite sans que les femmes en bénéficient. L'aide technique et l'initiation aux méthodes modernes ont surtout bénéficié aux propriétaires de plantations.

Son pouvoir économique étant faible, la femme a de la difficulté à obtenir du crédit ou à se faire entendre des organismes financiers. Le FONADER (Fonds national de développement rural) accorde la priorité aux propriétaires de grandes exploitations de café ou de cacao. Les propriétaires de petites fermes, en grande majorité des femmes, doivent pourvoir eux-mêmes au financement de leurs récoltes.

La conservation des produits représente également un problème majeur pour ces femmes. Pour conserver les denrées alimentaires, on les expose généralement au soleil ou on les assèche à la fumée. Par de telles méthodes, toutefois, les femmes ne peuvent procéder à la conser-

vation que d'une quantité limitée de produits.

Il serait possible d'accroître les revenus de ces femmes si elles pouvaient transporter et vendre directement leur production dans les villes. Les coûts que représente ce transport, par ailleurs, sont trop élevés pour qu'elles puissent même y songer sérieusement. Étant dans l'obligation de vendre sur leur ferme ou au village, ces femmes sont victimes des exploitants. Les intermédiaires qui achètent des producteurs ruraux vendent généralement les produits de ces derniers au double ou au triple du prix aux acheteurs urbains.

Intervention gouvernementale

En créant le ministère des Affaires féminines, le gouvernement a provoqué des froncements de sourcils chez les hommes qui ont mis en doute le bien-fondé de cette décision. Les fermières, par ailleurs, ont des solutions pratiques à proposer à leurs problèmes. La solution à ces problèmes ne peut donc procéder que d'une consultation de ces femmes.

Le ministre des Affaires féminines a récemment dépêché une délégation d'économistes dans la province de l'Est. Des études ont été réalisées et un rapport a été présenté. D'autres programmes de recherche du même type sont prévus pour d'autres provinces. C'était la première fois, depuis l'indépendance, qu'un tel programme était mis sur pied. Il a permis de soulever un vif espoir d'amélioration des conditions de travail de la productrice agricole.

Les colloques se multiplient, également, dans maintes provinces, auxquels les femmes productrices sont spécialement invitées. Ces colloques ont pour objectif d'aider la fermière à surmonter ses problèmes et à bénéficier d'une productivité accrue.

Depuis peu, les programmes de développement communautaires sont utilisés pour aider la femme à diversifier sa production agricole. Elle apprend des métiers artisanaux tels le natage, la couture et la broderie.

Grâce à l'intervention gouvernementale et aux programmes déjà créés, on peut raisonnablement espérer une amélioration des conditions de vie des productrices agricoles. Les choses iraient encore plus vite si les médias accordaient la priorité à ces problèmes.

(Traduit de l'anglais)

L'exode vers les villes, une source d'inquiétude

Les pays africains sont caractérisés comme étant essentiellement agricoles. Avec raison, car plus de 70% de la population vit dans les campagnes. L'on définit alors ce critère comme facteur de sous-développement, en opposition aux pays industrialisés où la tendance est plutôt inverse. Sur la voie du développement où ils se trouvent, les pays africains devraient normalement arriver à une diminution de leur population rurale. Mais curieusement, l'exode de la campagne vers les villes inquiète plutôt les autorités en place. Qu'est-ce qui explique cette situation apparemment paradoxale?

L'exode des populations rurales a commencé avec la naissance des centres urbains. Dans l'Afrique traditionnelle en effet, l'enfant naissait, grandissait et mourait dans son village. C'est d'abord les premiers colonisateurs allemands qui, au Cameroun, chassent les jeunes des campagnes. Pour construire des ponts, des routes, des chemins de fer, ils vont dans les coins reculés des villages arrêter ces jeunes. Pour leur échapper ces derniers émigrent vers les villes où non seulement ils se cachent, mais trouvent des emplois rémunérés.



F. Temkeng Chekou

Après le travail forcé, un autre phénomène viendra expulser les jeunes des villages: le manque de terre à cultiver. Avec l'introduction des cultures de rente comme le café ou le cacao, les terrains disponibles se sont rarifiés. On est passé de la propriété familiale à la propriété individuelle. Chacun possède sa parcelle, qu'il détient de l'achat ou du partage. Mais dans ce partage, on a oublié le jeune. Quand il va grandir et que viendra pour lui le moment de créer sa propre plantation, l'espace pour le faire n'existe plus. Il est obligé de se sauver en ville.

La scolarisation constitue aussi l'une des causes de déplacements des jeunes ruraux. Les villages sont très souvent dé-



L'exode rural demeure un problème non encore résolu pour la plupart des pays africains.



Confrontés aux difficultés d'emploi et à l'inflation galopante, les jeunes Africains sont vite désillusionnés par la ville. Photos François Temkeng Chekou

pourvus d'écoles, ceci par manque des bâtiments et d'instituteurs.

Attraits trompeurs

Mais hormis ces raisons objectives, le jeune quitte aussi le village attiré simplement par les charmes de la ville. La mode, le cinéma, les bars, les dancings sont les nombreuses tentations auxquelles il voudrait bien goûter. En plus, toutes les jeunes filles ayant aussi quitté le village, il ressent un manque sur le plan sentimental.

Désillusions

Pour toutes ces raisons, il n'y a plus aucune force capable de retenir les jeunes sur le terroir natal. Ils débarquent alors en ville par centaines. Les difficultés d'emploi et l'inflation galopante transforment vite le rêve de la ville en tristesse et en souffrances. Des mécontents se forment qui deviendront plus tard des délinquants et même des assassins.

Le gouvernement doit intervenir. Il le fait en conscientisant les jeunes sur la noblesse du travail de la terre. Ils les forment aussi, et les installe dans des zones pionnières. Mais les jeunes refusent d'y rester. Ils n'acceptent pas de s'installer si loin de leur terre natale, là où ils doivent côtoyer des gens qu'ils ne connaissent pas. La rareté des femmes dans ces camps est un autre obstacle.

Des changements perceptibles

L'exode rural demeure donc un problème non résolu pour les pays africains. Heureusement qu'à certains endroits des changements sont en train de s'opérer. Dans la région de l'ouest — Cameroun par exemple, certains jeunes, ne pouvant plus supporter les difficultés de la ville, rentrent volontairement dans leur village. Avec l'expérience acquise, ils contribuent au développement des campagnes. Ils réussissent à briser le mur du conservatisme des vieux. Ils renversent la tendance qui accordait le privilège aux cultures de rente, au mépris des vivrières.

Leurs femmes enseignent à d'autres femmes du village, à être matériellement moins soumises et moins dépendantes des hommes. Ces dernières possèdent en effet des plantations qui leur donnent des revenus égaux sinon supérieurs à ceux des hommes.

Mais malgré ces quelques espoirs, une inquiétude demeure. Si le retour des jeunes à la campagne devenait vraiment massif, celle-ci aura-t-elle la capacité de les accueillir à son tour? La terre à cultiver, les machines agricoles, les routes, l'eau et l'électricité venant à manquer, on risque de retomber dans la situation qu'on combattait en ville. La seule voie de sortie pour l'exode rural, c'est la création d'emplois pour les jeunes et non leur renvoi systématique dans les campagnes.

Les ruraux sont la principale force de l'économie africaine

Plus de vingt ans après l'indépendance de la majorité des pays africains, la population du continent demeure encore essentiellement rurale. Rien que pour l'Afrique occidentale, on estime qu'environ 80% de la population vit dans la campagne et se livre à l'agriculture.



Venance Bouhima

Mais malgré ce nombre impressionnant de ruraux, l'Afrique n'arrive pas à nourrir sa population. Les experts soulignent même que les disponibilités alimentaires par habitant ont diminué de 10% au cours des dix dernières années. Si bien qu'aujourd'hui, les populations rurales mènent une vie difficile.

La raison la plus souvent évoquée pour expliquer cette situation, est bien sûr la sécheresse avec la désertification comme corollaire. Cette sécheresse a en effet réduit le couvert végétal, exposant ainsi les sols à l'érosion éolienne notamment. Dans maints endroits, la nappe d'eau contenue dans le sol s'abaisse. Et il faut creuser très profondément pour l'atteindre; ce qui inévitablement est coûteux.

Au Sahel par exemple, région la plus durement touchée, la pluviométrie annuelle ne dépasse guère 100 mm dans certains endroits. Et les femmes doivent parcourir de longues distances pour chercher de l'eau, ramasser le bois pour la cuisine. Les fleuves au bord desquels se font habituellement les cultures de décrues sont restés dans leur lit.

C'est le cas du fleuve Niger seul espoir de beaucoup de paysans maliens, nigériens et tchadiens qui cette année a atteint son niveau le plus bas depuis plus de 30 ans. Sur les bords du fleuve Sénégal, de 100 000 hectares au départ, les paysans ne sont réduits qu'à cultiver à peine 11 000 hectares par an.

Le legs colonial

Mais on ne saurait attribuer à la seule sécheresse, les difficultés



Les difficultés de l'agriculture africaine ne peuvent être imputées qu'à la sécheresse. D'autres facteurs doivent être reconnus pour expliquer cette situation.

photos FAO



Biakolo Grégoire, quatrième prix national, dans sa plantation d'ananas à Mbankomo.

tés du monde rural africain. Beaucoup d'autres facteurs expliquent les médiocres performances des agriculteurs africains. Il y a d'abord que de façon générale, c'est une agriculture essentiellement pluviale. Autrement dit, les eaux souterraines et celles des fleuves n'étant pas maîtrisées, les paysans ne peuvent compter que sur l'eau de pluie. Or celle-ci lorsqu'elle tombe, est souvent mal répartie dans le temps et l'espace. Et il est même fréquent qu'en période d'année déclarée pluvieuse, les récoltes ne soient pas abondantes. Parce que les cultures n'ont pas su s'adapter à l'irrégularité des pluies.

De plus, les politiques agricoles des différents gouvernements africains n'ont réellement pas remis en cause le legs de la colonisation: le privilège accordé aux cultures industrielles. Ce qui fait qu'on aboutit au paradoxe selon lequel, le paysan africain produit ce qu'il ne mange pas et mange ce qu'il ne produit pas.

Au Sénégal, par exemple, c'est l'arachide qui est la principale culture, alors que la population se nourrit essentiellement de riz importé de la Thaïlande. Dans les pays forestiers, le café, le cacao sont privilégiés au détriment des cultures vivrières. Pourtant, le Plan d'action de Lagos adopté en 1980 par les leaders africains avait demandé que l'on s'attache en priorité à augmenter la production céréalière (mil, sorgho, riz, maïs) afin de remplacer les importations du blé et d'orge. Rien n'a pratiquement été fait.

Sur un autre plan, la dégradation des sols due à un manque d'engrais, les prix très bas payés aux agriculteurs pour leurs produits, la non mécanisation de l'agriculture... sont autant de facteurs qui ne favorisent pas le développement du monde rural africain. Un exemple: la daba (instrument dont se servent les paysans pour labourer le sol) permet en plus de labourer un à deux hectares avec des rendements dépassant rarement 500 kg.

Et de fait, depuis les indépendances, le fossé s'est davantage creusé entre les villes et les campagnes africaines. D'un côté, les villes qui s'industrialisent et se modernisent, et de l'autre les campagnes qui végètent. Il en sera ainsi tant qu'on ne mettra pas l'accent sur les cultures vivrières et donner aux paysans les moyens d'accroître leurs productions.

SODEBLE: la volonté de l'autosuffisance

L'autosuffisance alimentaire. Voilà une expression qu'on entend très souvent dans les discours politiques en Afrique. Car c'est l'un des objectifs fondamentaux des jeunes États africains. L'agriculture étant la «priorité des priorités». Seulement, beaucoup de problèmes liés au sous-développement empêchent fréquemment la réussite des projets entrepris dans ce sens. Des projets qui ont pourtant bien leur raison d'être. C'est le cas de la SODEBLE.



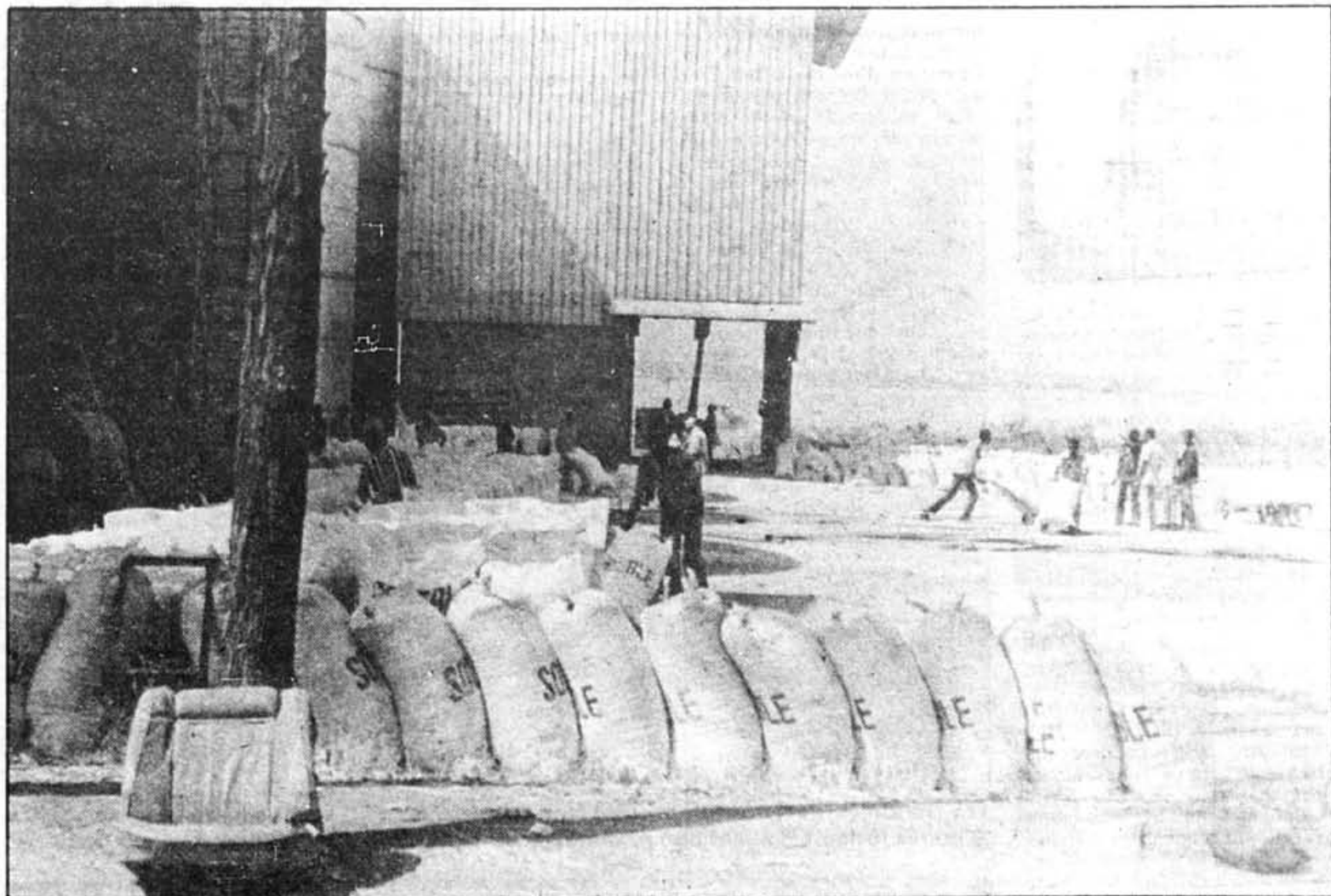
Abdourahman Alfaki

Pour réduire, voire supprimer l'importation du blé au Cameroun, l'État a créé en 1975 la SODEBLE (Société de Développement pour la culture et la transformation du blé) à 90 kms à l'Est de Ngaoundéré. Cet acte s'inscrit dans le cadre de la politique de l'autosuffisance alimentaire prônée par le gouvernement. D'autant plus que la consommation des produits à base de blé (pain, gâteaux, etc.) augmente très rapidement dans le pays.

Société d'État autonome, la SODEBLE prévoyait au départ la création d'un complexe agro-industriel en deux phases avec une première tranche de 10000 ha de cultures, puis une deuxième de 50000 ha. Suivrait après la construction d'une minoterie. Des expérimentations menées dans la région depuis 1969 par des instituts de recherches agronomiques avaient amenées à conclure à de bonnes potentialités du milieu pour un pareil projet. Aussi, a-t-on entrepris des démarches auprès des populations locales traditionnellement éleveurs de bovins pour obtenir le terrain nécessaire à sa réalisation, puisque leurs habitations y sont dispersées ou regroupées en petits villages; et que tout le territoire sert de pâturage à leurs troupeaux, l'élevage étant extensif ici.

Des problèmes dès le départ

La création de la plantation



Des ouvriers de la SODEBLE travaillant devant la mûiserie.

s'est donc faite au détriment des populations locales malgré leur réticence. La plupart des habitants de la région ont dû ainsi émigrer involontairement. Et en 1984, 7200 ha ont été défrichés. Ce qui traduit un très grand retard par rapport au programme des travaux et dénote aussi les difficultés énormes dans lesquelles se trouve l'entreprise actuellement.

En fait, outre les problèmes humains et financiers, le milieu physique s'est également révélé beaucoup moins favorable que prévu lors des essais. Ses sols ferrallitiques sur basaltes anciens réclament d'importantes quantités d'engrais pour la culture du blé. Un fort ruissellement contrarie pas mal les travaux par l'érosion durant la période des semis qui doivent se faire automatiquement en ce moment par ailleurs très court. Ce qui nécessite une mécanisation assez importante. Exemple: l'épandage d'engrais, semis, qui se faisaient par avion au début. S'ajoutent à cela la lutte à mener contre l'apparition des mau-

vaises herbes favorisée par les engrais ainsi que des nombreux parasites qui s'attaquent aux plantes. D'autre part, la région étant sous-peuplée (3 à 4 habitants au km²), il a fallu recruter les manoeuvres à l'extérieur, puis leur construire un camp d'habitations. Tout cela exige des sommes d'argent énormes que l'État, des sociétés parapubliques, la CEE (Communauté Économique Européenne) et surtout l'Arabie Saoudite ont accepté de fournir.

Cependant, le problème de la rentabilité du projet s'est posé. Car les rendements n'ont pas pu atteindre les prévisions (20 quintaux à l'hectare). Au point que la plupart des créanciers hésitent, sinon n'acceptent plus d'offrir leur argent. Alors que jusqu'à présent les recherches destinées à découvrir les variétés de blé adaptables à l'écologie du milieu se poursuivent.

Certains attribuent cet échec à une extension très rapide des cultures. Mais, le coup le plus dur reçu par la SODEBLE a eu lieu en 1978-79, année où le ren-

dement a chuté à moins de 1 quintal par hectare. Tandis qu'il était de 7 quintaux en 1976-77. Ce fait a été l'oeuvre d'un «expert» européen arrivé nouvellement dans l'entreprise en tant que Directeur des Cultures et qui a bouleversé les méthodes culturales pratiquées jusque-là. Un «expert» qui s'est d'ailleurs enfui avant la fin de la campagne sous prétexte qu'il partait se soigner en Europe. La campagne 1978-79 a donc été qualifiée «d'année catastrophique». C'est cette année-là qu'on a semé sur des plus vastes surfaces, utilisé le plus grand nombre d'engins et d'employés... Bref, on a «mis le paquet» pour en fin de compte obtenir le plus bas rendement.

Impasse?

Depuis lors, la SODEBLE a enregistré un déficit considérable dans son budget. Elle a réduit de moitié son personnel et ne vit que grâce aux subventions de l'État et aux découverts bancaires. Il s'agit maintenant de combler ce vide avant de repartir d'un bon pied. D'où une nouvelle orientation du projet vers

la culture majoritaire du maïs mieux adapté au milieu et la construction d'une mûiserie en 1982. Un assolement centré sur le maïs a donc remplacé la monoculture du blé qui occupe désormais des surfaces modestes: 2000 ha en 1980-81, 600 en 1981-82. Cette reconversion permettant de maîtriser plus facilement les travaux et d'obtenir des rendements assez proches de l'objectif: 15 quintaux de blé à l'hectare en 1981-82. Cependant, tout n'est pas résolu. Les engins agricoles (moissonneuses-batteuses, tracteurs, etc.), devenus vétustes mais non remplacés faute de capitaux, entravent la bonne marche de l'entreprise. Souvent, le travail est arrêté des heures durant parce qu'une machine ou un véhicule est tombé en panne.

Quoiqu'il en soit, le cas de la SODEBLE reflète la situation générale des entreprises agricoles ou industrielles des pays en voie de développement. Elle n'a rien de désespérant. C'est dans l'effort et la bonne volonté qu'une solution verra le jour. Tout logiquement. □

La Côte d'Ivoire à l'heure de l'explosion économique



Clovis Roland Sewa

«**R**etournons à la terre, mon frère!» Comme on entend dire l'Ivoirien des milieux urbains ces dernières années. C'est un leitmotiv qui anime aussi bien les autorités politiques que les populations en Côte-d'Ivoire. Cette invitation est soutenue par le slogan de l'autosuffisance ali-

mentaire très à la mode dans les médias nationaux. Est-ce la confirmation d'un ras-le-bol face aux promesses non tenues des villes? Ou alors le présage d'une pénurie de main-d'oeuvre dans les campagnes. Toujours est-il que l'on vous répondra que le pays se bat sur ces deux fronts. La Côte-d'Ivoire entend néanmoins faire du deuxième type de combat celui de l'avenir. Certes, le cas présente tout de même un paradoxe: le pays — l'un des plus riches de l'Ouest africain — vivant à 80% de ses ressources agricoles.

La révélation la plus significative des années 80 sur le pays est que son étonnante explosion aura été essentiellement économique. Car à l'heure du redéploiement général de l'agricultu-

re africaine, l'on découvre que le paysan n'a pas été comblé par des systèmes qui l'auront plutôt exploité.

La forêt et la savane arborée caractérisent le paysage ivoirien. Cet atout, supporté par une pluviométrie abondante, a permis l'éclosion d'une vieille tradition agricole basée sur deux types d'exploitation. D'abord les cultures vivrières pratiquées selon le mode artisanal et portant sur le riz (500 000 tonnes en 1980), le maïs, l'igname, le manioc, la banane plantain, l'arachide... Place ensuite à l'agriculture d'exportation qui fait le renom du pays. Premier et 3^e producteur mondial de cacao et de café, il occupe la première place au plan africain pour le bois, l'ana-

nas, l'hévéa, l'huile de palme et la banane. Les performances ainsi réalisées sont davantage le fruit de la gestion du legs de l'économie de traite imposée par le colon français. Aucune orientation réelle et profonde n'était venue en bouleverser la tendance. Même les progrès — toutefois notables — introduits par la mécanisation et l'implantation d'unités agro-industrielles, se sont toujours situés dans le choix de l'économie extravertie.

On cherche maintenant à corriger les imprévoyances des années fastes pour déboucher en priorité sur l'autosuffisance alimentaire des 8 500 000 citoyens. Nul Ivoirien n'est mort de faim. Mais on est atteint par la psycho-

se de la sécheresse. Récemment un léger déficit pluviométrique a permis le déclenchement tous azimuts de reboisement et de boisement. La forêt, le reconnaît-on, avait été gaspillée aux trois quarts.

Dans le cadre donc du redressement entrepris, le retour des jeunes à la terre est valorisant pour le métier d'agriculteur. Il va juguler le phénomène de l'exode rural. Atteints par le chômage, les diplômés et les déscolarisés trouvent ainsi une bouée de sauvetage. L'encadrement et l'aide leur a été promis. La facture sera lourde mais c'est à ce prix que la Côte-d'Ivoire sera dans un avenir proche le grenier d'une sous-région en mal de viviers. □



Un technicien agricole examinant un champ de maïs.



La hantise de la sécheresse est toujours présente chez l'agriculteur ivoirien.

photo François Temkeng Chekou

LES TECHNIQUES D'AGRICULTURE

Entre 800 et 1 200 ans de retard

«**L**es techniques culturelles appliquées en Afrique ont, d'une façon générale, entre 800 et 1200 ans de retard sur celles des régions, plus avancées du monde, qui produisent des excédents alimentaires (appréciables sans avoir à craindre pour l'avenir.) Le Pr. Louis MIHALYI de l'Université de Californie a-t-il tort ou raison? Cette affir-



G. Tabouli Dje Saway

mation, à quelques nuances près, mérite notre crédit à partir de l'exemple de la culture en terrasse dans une région sahélienne.

Quelque part à l'Extrême Nord du Cameroun, se trouve une vaste chaîne montagneuse constituant les Monts Mandara. 800 mètres d'altitude, 1500 mm de précipitations par an, 300 habitants au km². On y vit exclusivement de l'agriculture: la culture en terrasse du mil, d'arachides notamment.

Autant le cultivateur de cette région est victime des aléas climatiques, autant il doit tirer sa nourriture en ne comptant que sur son énergie musculaire. La houe constitue le principal outil de travail. Le droit d'usage de la terre provient de sa transmission héréditaire.

Comme dans tous les pays de montagne, le remodelage des versants s'est imposé comme méthode pour maintenir ou créer des surfaces cultivables. Dans les Monts Mandara, l'implantation de cordons et de murettes de pierres s'est avérée nécessaire sur des pentes fortes et rocheuses.

À l'approche de la saison des pluies (avril), on nettoie les terrains par feux de brousse. Commence alors une période de labeur sans répit. À longueur de journée, hommes, femmes et enfants prennent d'assaut les champs familiaux, entassent les cailloux et les arrangent ingénieusement en escaliers. L'objectif est de retenir à tout prix la terre arable que l'eau de ruissellement emporte souvent sur son passage.

Les semailles commencent avec les premières pluies. À l'aide d'une houe ou de tout autre objet pointu, le cultivateur creuse des trous de 2 à 3 cm de profondeur pour y mettre les grains



Dans les Monts Mandara comme partout ailleurs en Afrique, la houe est largement utilisée. Mais on se blesse facilement, on risque le tétanos, pour peu que l'outil frappe un caillou.

photo François Temkeng Chekou

de mil ou d'arachide. Cette période culturale est assez délicate. Car, à défaut de pluies immédiates, rongeurs, oiseaux, insectes comme les fourmis déterrent les semences, voire les germes.

La troisième étape est constituée du sarclage, 2 ou 3 fois l'an suivant la nature de la végétation qui peut être drue ou maigre. Le sarclage consiste à débroussailler les herbes et à ramener la terre aux pieds des plantes afin de conserver l'humidité. Il exige beaucoup d'attention. Car, on se blesse facilement, on risque le tétanos, pour peu que la houe frappe un caillou. En outre, sans gant aux mains ni chaussure, les cultivateurs des Monts Mandara sont à la merci de serpents de tous genres. Des morsures de vipères et de najas notamment, sont fréquentes.

Des récoltes médiocres

Quant aux récoltes, elles sont médiocres et ne couvrent pas



l'autoconsommation. Se mettre quelque chose sous la dent chaque jour devient une gageure pour les paysans pauvres aux mois de juillet, août et septembre notamment, les greniers sont vides. Les ventres crient famine. Et cette famine est déjà entrée dans les habitudes avec de nombreuses conséquences: l'abandon entre autres des salles de classe par des élèves. Et cela à la grande satisfaction de certains parents qui «sollicitent» leurs fils pour des travaux champêtres.

Manifestement, c'est une vie misérable, dans les Monts Mandara. Pourtant, telle n'est pas la vision globale du Cameroun qui jouit d'une autosuffisance alimentaire.

La culture en terrasse, telle qu'elle est pratiquée dans les Monts Mandara, nécessiterait beaucoup plus d'interventions. L'État a construit deux barrages dans la région. Mais c'était compter sans les mentalités des populations locales non préparées à l'irrigation. Il faudrait peut-être s'intéresser davantage à ces habitants des montagnes pour mieux les comprendre. Depuis quelques années, l'État organise des transferts des populations des zones surpeuplées vers des régions favorables à l'agriculture, en l'occurrence la vallée de La Bénoué au nord du pays. Peu des gens des Monts Mandara se sont déclarés volontaires à cette offre contrairement aux Toupouri, peuple de plaine. Sans doute en raison des différences des méthodes culturales.

Cependant, l'un des problèmes fondamentaux est que les habitants des Monts Mandara ne sont pas prêts à descendre des montagnes. Fuyant les conquêtes peulhes sous la direction d'Ousman Dan Fodio, pieux et fervent musulman au 17^e siècle, ils se sont réfugiés en montagnes. Depuis lors, réfractaires à l'Islam qui domine dans la région, ils ont préféré leurs difficultés pour conserver jalousement leurs traditions animistes.

Mais pour combien de temps encore vont-ils résister aux tentations du modernisme tout en souffrant de la sous-alimentation, de la malnutrition et de la famine?

Pour l'heure, la raison commanderait aux habitants des Monts Mandara une prise de conscience de leurs méthodes culturales. Des techniques comme l'emploi d'engrais et d'insecticides, la pratique de la jachère seraient bénéfiques. Du reste, une culture en terrasse bien développée constitue un frein aux effets de l'érosion. Elle a fait ses preuves ailleurs, notamment en Asie du Sud-est.

Puissent les habitants des Monts Mandara voir un jour une mise judicieuse en valeur de leurs terres...

photo FAO

Tchad: entre le politique ... et la faim

Les rescapés de la faim sont arrivés à N'djaména, faisant passer sa population estimée à 250 000 habitants en 1983 à près de 400 000 en 1984. Ces réfugiés internes ont fui leur région parce qu'il n'y tombe plus de pluie, parce qu'il n'y a rien à manger.



K. Mahdj Kodingar

La famine au Tchad s'explique par deux grandes causes: la géographie et le fait de l'homme. En effet, le nord de ce pays est entièrement occupé par le désert du Sahara, complété par une zone sahélienne qui s'étend du centre à une partie du sud. Cette dernière partie est une savane avec des forêts, ça et là, arrosée chaque année par six mois de pluies.

La sécheresse n'a donc pas épargné le pays qui, de surcroît, vit une guerre civile depuis 18 ans. La guerre, l'abattage incontrôlé des arbres, l'absence d'une politique agricole gouvernementale se sont ajoutés à la sécheresse et ont abouti à une famine qui fait des morts dans certaines régions.

L'avance du désert a bouleversé les moeurs agricoles et pastorales au Tchad. La transhumance est un des traits caractéristiques de ce pays où les populations sont traditionnellement agriculteurs et éleveurs. Au Sahel tchadien, les pluies ne durent guère trois mois, mais elles permettent la régénérescence des pâturages pour les boeufs, les moutons et les chèvres. En saison sèche, les puits tarissent, les herbes meurent et disparaissent. L'éleveur, à la tête d'un immense troupeau, commence alors à émigrer vers les savanes du sud. C'est la transhumance. Il n'en reviendra qu'avec les pluies et en profitera pour cultiver un peu de mil.

Les effets de la sécheresse

L'absence de pluie touche durement le nord, de même que la zone sahélienne. L'abandon des activités agricoles et l'abattage des rares épineux pour la cuisine ont donné sans le vouloir un sérieux coup de main au désert qui avance inéluctablement vers le sud. Il y a quelques années à peine, on appelait cette région le grenier du Tchad. On y cultive le mil, le sorgho, le riz, le manioc... Mais, actuellement, la produc-

tion du sud ne satisfait plus les besoins alimentaires du pays. Pire, elle régresse. Et le déficit céréalier, commencé en 1979, atteint aujourd'hui 20%, représentant 138 000 tonnes de céréales en 1984. La famine s'est installée, décimant des populations non seulement dans le centre, à l'Est et au nord du pays, mais également au sud où il pleut pourtant. Depuis lors, le Tchad est alimenté par l'aide internationale, via les ports de Douala au Cameroun, et de Lagos au Nigéria.

Paradoxe

En 1981-1982, la production cotonnière au sud du Tchad était de 71 000 tonnes. Elle a atteint subitement le chiffre de 100 000 tonnes en 1983-1984. Pendant la même période, la production céréalère poursuivait sa chute. Une situation paradoxale et difficile à mettre sur le dos de la sécheresse. Ici, la responsabilité incombe plus à l'homme qu'à la nature.

La politique agricole de l'État tchadien s'est très peu préoccu-

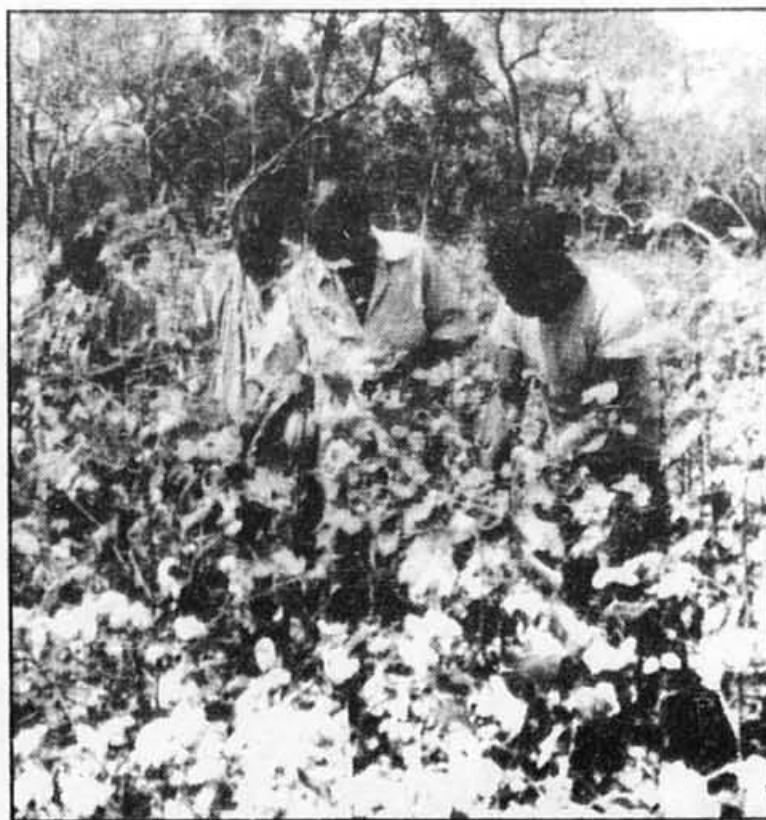


photo FAO



La production cotonnière est passée de 71 000 à 100 000 tonnes de 1981-82 à 1983-84 au sud du Tchad alors que la production céréalère poursuivait sa chute inexorable pendant cette même période.

pée des cultures vivrières. Dès les premières années de l'indépendance, des institutions à vocation agricole furent mises en place: Office national de développement rural (IONDR), des fermes pilotes, un collège agricole. Hélas, toutes leurs activités sont centrées sur le coton. Chaque année, d'intensives campagnes cotonnières mobilisent l'État et ses agents auprès des paysans. Les engrais chimiques importés sont exclusivement destinés à cette culture. Le paysan tchadien, lui, cultive spontanément son champ de mil ou de sorgho pour sa subsistance, à la houe, et rarement à la charrue. Certes, quelques fermes d'État ont été créées pour promouvoir la culture du riz et du blé, mais leur rendement a été négligeable. La guerre a fini par les anéantir.

Une autre cause du déficit céréalier au Tchad est l'appauvrissement des sols par les feux de brousse. Les paysans brûlent la savane chaque année avant l'ensemencement. Ils croient ainsi rendre le sol plus fertile. Or, le même champ ne peut servir que deux ou trois ans. Après, le cultivateur en cherche un autre en abattant la forêt.

La guerre civile a porté le coup décisif dans cet engrenage de catastrophes. En effet, des maquisards écumant la brousse, créant une insécurité totale pour le paysan. Ce dernier est souvent harcelé par les soldats gouvernementaux qui le soupçonnent de complicité avec le maquisard. Selon eux, le maquisard est non seulement fils de paysan, mais s'approvisionne chez eux. Tirillé de deux côtés, le paysan ne peut se donner entièrement au travail de la terre.

Telles sont quelques-unes des raisons qui expliquent l'actuelle situation alimentaire au Tchad.

Que faire?

Le phénomène de la désertification joue un rôle déterminant dans cette calamité naturelle qu'est la famine. Cependant deux constatations s'imposent, qui nous font croire que le mal pourrait être jugulé en grande partie sans aide extérieure pour peu que l'État s'en soit soucié: une sensibilisation des cultivateurs à cesser les abattages intempestifs des arbres et les feux de brousse, un élargissement de l'action de l'ONDR aux cultures vivrières.

En attendant, la guerre civile qui gangrène le pays et la menace du voisin libyen focalisent toutes les énergies. Le Tchad, pour l'heure, nourrit ses rescapés de la faim par le biais de la solidarité internationale. Ce qui est à craindre, c'est que la mentalité d'assisté ne se cristallise chez le Tchadien affamé. □

JEAN CLOUTIER, PRÉSIDENT DE L'IIC

La communication favorise le développement de l'agriculture

Jean CLOUTIER a passé la moitié de sa vie à lutter pour une cause: l'insertion de la communication en Afrique et son utilisation comme instrument de développement. À l'aide des voyages d'études, séminaires et conférences, il a lutté pour cette tâche noble. C'est dans ce dessein qu'il a fondé en 1975 l'Institut international de la communication. Cet organisme sans but lucratif est chargé de réunir des praticiens et des théoriciens désireux de mener des activités de formation et d'échanges internationaux de recherche et de développement en communication. Depuis lors, des centaines d'étudiants en journalisme provenant de l'École supérieure des Sciences et Techniques de l'information de Yaoundé (ESSTI), et du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'information de Dakar (CESSTI) ont été formés. Mais cette formation donnée par l'IIC est-elle adéquate au développement de l'Afrique et plus particulièrement à celui de l'agriculture? M. Cloutier pense que oui, et est même très optimiste. «Suffisamment de cadres africains ont été formés pour pouvoir faire démarrer le mécanisme. Il ne manque qu'un petit coup de pouce, et tout se déclencherait.»

Le 7 juin dernier, une discussion entre les stagiaires africains se tenait dans la salle d'Emeréc (salle de conférence) de l'Institut. Il s'agissait de donner chacun son avis sur les nouvelles technologies de la communication et leur utilisation comme outils de développement en Afrique. Parmi les intervenants, certains ont tenté de démontrer qu'il était encore trop tôt pour opérer ce transfert. «L'Afrique a faim, et ne calme pas la famine avec des ordinateurs», concluaient-ils. M. Jean Cloutier, le conférencier, soutenait, lui, (et le soutient encore) que c'est avoir un jugement trop global que d'exclure toute utilisation des nouvelles technologies dans le domaine du développement de l'agriculture en Afrique. Et voici comment, d'une façon claire et simple et logique, il nous développe son argument.

Adapter les méthodes à l'évolution

Pour M. Cloutier, le développement et surtout celui de l'agriculture, n'est pas simplement un problème physique. Il est aussi un problème de communication. La technique évolue, et il faut adapter les méthodes culturelles à cette évolution. Or les paysans



M. Jean Cloutier

ont du mal à changer. Ils ont tendance à se comporter comme l'ont fait leurs ancêtres. Pourtant le temps et le contexte ont changé. Ce n'est plus le même climat qui règne. Les besoins nutritionnels ne sont plus les mêmes. Autrefois on cultivait pour nourrir la famille; aujourd'hui c'est toute la population des villes que le paysan doit nourrir.

Et c'est là qu'intervient, dit M. Cloutier, le rôle du communicateur. Il doit expliquer au paysan ses nouvelles responsabilités, et le faire changer d'attitude face aux techniques nouvelles.

Ces techniques, pour être nouvelles, n'en sont pas moins simples. Une charrue ou une pompe à eau par exemple feraient gagner un temps énorme et une production substantielle. Il faut aussi au paysan une communication interpersonnelle avec les membres de son groupe. Le fonctionnement d'une coopérative est excellent quand l'information y circule. On sait à qui s'adresser pour obtenir un crédit. Les prix des produits sont connus avant leur mise en marché. Toutes ces informations doivent être fournies par le communicateur.

L'agriculture et l'ordinateur

Mais est-ce que pour le faire ce dernier a besoin de s'équiper de techniques de pointe comme l'ordinateur? Une fois de plus, M. Cloutier répond par l'affirmative. On ne demande pas à chaque paysan d'installer un ordinateur à l'orée de son champ.

Mais cet instrument aux mains du communicateur ou du gestionnaire agricole leur permettra de fournir des données essentielles à la production agricole: prévoir le temps qu'il fera, sélectionner les semences, programmer les revenus et leur gestion.

Former des formateurs

Pour que le communicateur soit à même de remplir ces tâches, il faut qu'il soit au préalable lui-même formé. C'est ce que l'IIC essaie de faire depuis dix ans. Mais, précise notre interlocuteur, un cadre formé par l'Institut ne peut pas être directement utilisé comme communicateur rural. «Ce serait trop cher.» Il doit jouer plutôt le rôle d'un multiplicateur en formant à son tour des agents qui seront directement en contact avec le monde paysan.

Malgré toutes ces explications, une inquiétude demeure, soulevée par les stagiaires qui se demandent s'ils trouveront au retour dans leur pays, des équipements où pratiquer leurs connaissances acquises. Cette inquiétude, le président de l'IIC la relève. D'abord, il est nécessaire pour un communicateur moderne, d'être au courant des nouvelles inventions en la matière. Le médecin qui va pratiquer en brousse n'aura pas l'occasion de se servir là-bas, d'une table d'opération. Mais il ne doit pas pour cette raison refuser d'effectuer un stage dans un hôpital moderne. Ensuite, les nouvelles technologies ne se présentent pas sous forme d'équipements lourds et ne coûtent pas par conséquent si cher qu'on le craint.

Communicateurs institutionnels

Une chance se présente même à l'Afrique. Le continent peut sauter beaucoup d'étapes que les pays industrialisés ont dû suivre pour arriver où ils se trouvent aujourd'hui. Si on ajoute à cette chance le climat politique favorable qui règne à l'heure actuelle dans la plupart des pays africains, l'éclosion n'est plus pour longtemps. Il reste seulement à mieux utiliser les nombreuses ressources humaines déjà en place. Aujourd'hui les débouchés traditionnels dans les médias de masse comme la radio, la presse écrite et la télé, sont presque pleins. Les journalistes formés sont alors dirigés vers de nouvelles fonctions comme celles d'attachés de presse dans les ministères ou autres institutions. M. Cloutier les appelle communicateurs institutionnels. Et

pour lui, ils doivent prendre l'initiative de mettre en place de véritables stratégies de la communication pour servir l'organisme pour lequel ils travaillent. Le ministère, comme celui de l'agriculture par exemple, aura en main des instruments d'appréciation lui permettant de maîtriser la situation des agriculteurs et, partant, de mieux assurer leur bien-être. L'objectif de l'IIC

pour les cinq prochaines années s'inscrit d'ailleurs dans cette optique, puisqu'il prévoit «de favoriser l'utilisation de la communication comme support aux activités de développement telles que la production agricole, les projets communautaires, la promotion de la femme, la protection de l'environnement».

FRANÇOIS
TEMKENG CHEKOU

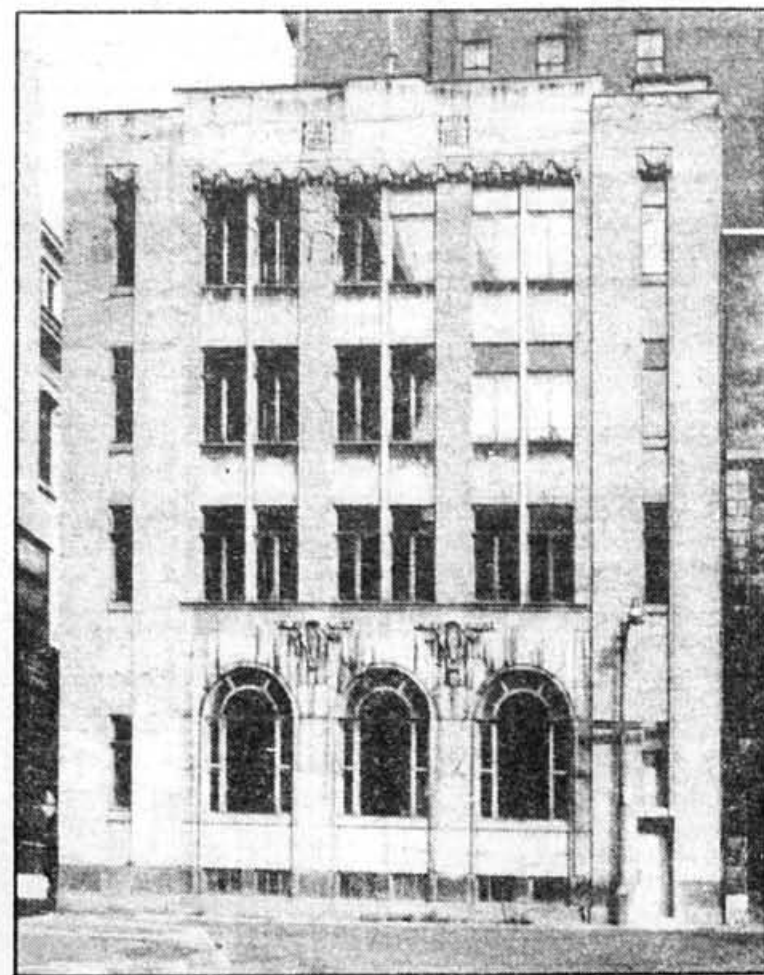


Photo Antoine Desilets

L'Institut international de la communication de Montréal

Responsable du cahier: **Guy Granger**
conseiller: **Jean Lapierre**
Encadrement: **Charles Meunier**
Antoine Desilets
Informatique: **Renaud Cloutier**
Documentation: **Denis Gravel**

Directeur de la coopération à l'Institut international de la communication et responsable du stage: **Jean-Claude Thouin**

Président-directeur général de l'Institut international de la communication: **Jean Cloutier**

Mise en pages du cahier: **Michel Hotte**
Roch Côté
Secrétariat: **Ruth Bourbonnais**